

Oradour-sur-Glane : hystérie tous azimuts pour un simple tag sur le centre de la Mémoire !
Avortement légal jusqu'à neuf mois : le crime sans limite, le massacre industriel des bébés
Terrible et meurtrière explosion à Beyrouth : la main invisible de l'entité sioniste ?

RIVAROL

N°3436

“Quand les peuples cessent d'estimer, ils cessent d'obéir”

2/9/2020

HEBDOMADAIRE DE L'OPPOSITION NATIONALE ET EUROPÉENNE

Le règne de la muselière physique et mentale

CE MONDE est complètement fou. Si un Poilu disparu il y a quelques décennies revenait aujourd'hui en France, il ne reconnaîtrait pas son cher pays. Il verrait en effet dans les rues des individus de tous âges masqués, y compris des enfants et des vieillards, des gendarmes et des policiers vérifiant que tout un chacun porte bien la muselière qui ressemble furieusement à une serviette hygiénique et punissant au moyen d'amendes à 135 euros les rares distraits et récalcitrants ne s'étant pas munis de l'instrument de servitude. Cette année 2020 nous aura réservé décidément bien des surprises : pendant près de trois mois nous avons été assignés à résidence, n'ayant le droit de quitter notre domicile qu'une fois et une heure par jour, comme les détenus qui peuvent se promener dans la cour de la prison pendant soixante minutes quotidiennes, et uniquement pour aller faire nos courses au supermarché. Nous avons dû montrer à la police ou à la maréchaussée un document dûment rempli et signé attestant des raisons de notre bref déplacement. Les grands media nous ont enjoint d'applaudir chaque soir à vingt heures les soignants à la façon d'automates ou de marionnettes téléguidés. Et désormais il faut porter dans la rue et dans les espaces clos le masque, naguère décrié ou jugé inutile par les pouvoirs publics, et désormais considéré comme bienfaisant et protecteur.

Outre que nous avons tous l'air ridicule affublés de ce masque (et c'est sans doute aussi ce qui est voulu), qui ne voit qu'il est en réalité très mauvais pour la santé de l'utilisateur, surtout s'il est porté pendant de longues heures sans discontinuité ? La Providence nous a créés de telle manière que nous puissions résister nous-mêmes à des virus et à des microbes et il n'est nul besoin de muselière pour cela. Autrefois on apprenait à l'école que l'on inspirait pour prendre de l'oxygène puis que l'on re-

jetait le dioxyde de carbone, avec ce masque nos sécrétions ne s'évacuent guère, c'est un nid à staphylocoques, comme le dénoncent des médecins, nous avons de surcroît le sentiment d'étouffer et les personnes qui portent des lunettes sont très gênées par la buée engendrée. Bref, alors même que le virus est en voie d'extinction sous nos latitudes, qu'on ne compte que quelques morts quotidiens sur 67 millions de Français et assimilés (et encore faudrait-il être sûr que ces quelques décès soient dus exclusivement au Covid-19), c'est une vraie folie et une insupportable tyrannie que de rendre obligatoire le port de cette muselière. Ce que les pires tyrans dans l'histoire n'avaient pas pensé ou osé faire, nos dirigeants actuels le font, et on impose même le port du masque aux enfants dans les écoles en cette rentrée scolaire particulièrement ubuesque.

MAIS LA MUSELIÈRE physique n'est jamais que le symbole, le prolongement et le couronnement de la muselière mentale qui se fait de plus en plus coercitive et oppressante. L'hystérie ne concerne pas seulement le Covid-19 mais se donne libre cours dans de nombreux domaines. Ces dernières semaines ont ainsi été marquées par une aggravation considérable de la répression. Fermeture de chaînes You-



CHARD

(Dessin de Chard)

le même jour devant la XVII^e chambre correctionnelle du tribunal de grande instance de Paris pour un éditorial de RIVAROL sur la panthéonisation de Simone Veil en juillet 2018, pour une vidéo et différents écrits datant de deux ans. L'hystérie a également été totale à la suite du tag découvert le 21 août sur le centre de la Mémoire d'Oradour-sur-Glane. Alors que chaque semaine, dans l'indifférence générale et un silence sépulcral, des églises sont profanées, des cimetières vandalisés, des statues de la Sainte Vierge ou des saints maculées, des croix renversées, y compris au sommet de collines ou de montagnes où elles avaient été plantées souvent depuis des décennies voire des siècles, un simple graffiti qui n'insultait personne et qui demandait seulement que toute la vérité fût faite sur la tragédie qui eut lieu le 10 juin 1944 dans ce village de Haute-Vienne près de Limoges, a suscité les cris d'orfraie de tous les partis politiques, de tous les ministres, jusqu'au Premier, du chef de l'Etat lui-même et de son prédécesseur, François Hollande, qui a longuement disserté sur les mobiles supposés de l'auteur ou des auteurs du graffiti.

ON LE VOIT à ces quelques exemples, non exhaustifs, nous vivons dans un pays occupé, dominé, asservi, colonisé. Pas seulement par des populations étrangères, dont certains éléments commettent des crimes affreux, comme en témoignent les supplices en juillet de Philippe à Bayonne, d'Axelle à Lyon ou de Mélanie près d'Agen, mais aussi par un pouvoir et des coteries qui ne cessent de nous humilier (y compris par le port du masque), de nous ruiner (le confinement aura détruit une bonne partie des milieux indépendants et entrepreneuriaux en France), de nous tyranniser, de nous sacrifier et de nous sacrifier d'abord les plus faibles d'entre nous. Avec l'avortement étendu à neuf mois de grossesse en cas de détresse psycho-sociale. Et l'euthanasie appliquée aux malades jugés incurables ou gênants et aux vieillards à coup de Rivotril et autres produits mortifères. Il est vraiment temps que les choses changent, même si à vue humaine cela paraît très compliqué.

N°3436 DU 2 SEPTEMBRE 2020

www.rivarol.com

Imprimé en France/Printed in France

L 14240 - 3436 - F: 4,00 €



RIVAROL,

[<jeromebourbon@yahoo.fr>](mailto:jeromebourbon@yahoo.fr)

Adieu, Zeïza Taïeb, alias Gisèle Halimi !

L'ÉTÉ 2020 aura charrié son lot de mauvaises vibrations : couards tremblotant devant un virus moribond, patrie du Cèdre étranglée par la main de Yahvé, vaticinations du terne Castex — flanqué du pot de fleur Véran, désormais atone — indécemment farniente de Brigitte et de son scootériste des mers Manu... La liste n'en finit pas mais serait incomplète si l'on omettait le décès, le 28 juillet dernier, de l'activiste Zeïza Taïeb, plus connue sous le patronyme de Gisèle Halimi.

Adversaire de la France, qu'elle aura combattue sans relâche, sa disparition n'a pas suscité des torrents de larmes chez les nationaux. On pourrait même ajouter que son parcours ne mérite pas, *in abstracto*, une ligne d'épithaphe. Néanmoins, comme on dit en Tunisie (où elle vit le jour) « *la vieille chammelle a bon dos* », ce qui signifie que l'existence de tout être, fût-il sans guère d'envergure, mérite un regard.

Zeïza naît en 1927 à la Goulette, quartier populaire de Tunis, d'une mère juive et d'un père arabe. Cette haute lignée marquera son parcours, dont elle s'inspirera pour se faire plaindre à l'occasion, ou pour louer les vertus du métissage générateur de bienfaits. Tout au long de ses études, la même Taïeb est boursière, c'est-à-dire que l'Etat Français finance ses humanités, sans que par la suite elle paraisse éprouver une reconnaissance particulière à l'égard de son bienfaiteur.

Devenue avocate en 1949, année où elle prend le nom d'Halimi après un premier mariage, elle entre au barreau de Tunis avec pour clients syndicalistes et indépendantistes. Elle s'installe à Paris en 1956. Fortement engagée dans les causes antinationales, un véritable credo pour cette suffragette, Gisèle Halimi milite pour l'indépendance de son pays natal puis pour celle de l'Algérie contre la France. Elle devient l'avocate de condamnés algériens pour des prétendus aveux extorqués, puis dénonce les « tortures » (en réalité des interrogatoires musclés pratiqués dans l'urgence face à des attentats aveugles) de l'Armée Française, qu'elle a en horreur. A ce titre, elle défend les militants du Mouvement National Algérien poursuivis par la justice, puis de nombreux membres du FLN.

L'AFFAIRE BOUPACHA

C'est en 1960 que notre Gisèle va dégoter la bonne affaire, celle qui va la révéler au grand public. Une dénommée Djamila Boupacha, militante FNL dont l'avocate de gauche reconnaitra elle-même qu'elle ourdisait un attentat, est arrêtée par les soldats français,



juste avant qu'elle ne commette l'irréparable : elle et ses amis ont déposé une bombe — qui sera désamorcée par les démineurs de l'armée — à la célèbre Brasserie des facultés. Il ne fait pas le moindre doute que s'il avait explosé, l'engin aurait causé des dizaines de morts chez les jeunes Pieds-Noirs d'Alger la Blanche. La culpabilité de Djamila ne semble d'ailleurs pas faire l'objet de discussion puisqu'elle sera condamnée à mort en première instance, et ne devra son salut qu'aux scélérats accords d'Evian (amnistie totale des condamnés algériens).

Avec ses amis communistes, la fausse intello Simone de Beauvoir, son amant Lanzmann, le binoclard Sartre, le barbouilleur Picasso, d'autres encore, elle obtient une *sur une* du journal orienté *Le Monde*, bientôt suivi par « France Observateur », l'ancêtre salonnard de l'actuel « Obs ». Preuve que les Trissotins règnent en maîtres dans le domaine pictural, le dessin gribouillé par Picasso à l'époque — qui aura contribué à sauver la terroriste algérienne de la guillotine par sa diffusion *ad nauseam* dans les cénacles autorisés — est estimé à quatre cent millions de dollars aujourd'hui. Il appartient à un collectionneur américain.

Laissons parler la hargneuse, qui revient sur son exploit : « *Quand j'ai défendu Djamila Boupacha, cela faisait six ans que je défendais des militants du FLN. Avec d'autres avocats, mais nous n'étions pas très nombreux, nous avions instauré un véritable pont aérien entre Paris et l'Algérie, là où il y avait des tribunaux militaires, des tribunaux d'exception* ».

Qui se ressemble s'assemble, dit le proverbe. On va vérifier ici que l'adage n'est pas un leurre : à la suite du barouf causé par le comité de soutien réuni par l'avocate Taïeb et ses obligés de Saint-Germain-des-Prés, le tribunal d'Alger est dessaisi du dossier au profit de la juridiction de Caen — dont Gisèle espère qu'elle sera moins sévère par essence. Djamila Boupacha est transférée par avion militaire jusqu'en Normandie. Or quel fut le juge qui ordonna ce dépaysement pour le moins intrigant ? Rien moins que Simone Veil, alors magistrate, qui instruisait l'affaire !

Le lecteur conclut que l'Histoire repasse les plats et que la terroriste (toujours en vie) aura été secondée par deux marraines d'exception.

LA PASIONARIA DE L'AVORTEMENT

Gisèle Halimi a désormais gagné ses galons au sein de la gauche Française, dont elle devient une figure incontournable dans les années 1970. Elle soutient Mitterrand en 1981, et le PS la bombarde en Isère (où elle n'avait jamais mis les pieds auparavant) pour la remercier. De justesse, elle devient députée de la nouvelle majorité. Avec son double Badinter, elle soutient au titre de rapporteuse la loi visant à la dépénalisation des relations homosexuelles avec les mineurs de plus de 15 ans. Cette loi sera votée, et les mineurs entre 15 et 18 ans, peuvent depuis, sans aucune sanction, et sans que leurs parents puissent

s'y opposer par voie légale, participer aux bacchanales les plus dévoyées.

Mais c'est évidemment sur le terrain de l'avortement et de la lutte contre la famille, dont elle aura imposé divers principes par la force du verbe, que Gisèle Halimi reste connue aux yeux de tous. Non seulement elle est à l'origine du remboursement de l'IVG par la Sécurité Sociale — loi de 1982 qu'elle soutient à l'Assemblée avec Badinter —, mais elle aura surtout œuvré depuis les années 1960 pour son instauration, par une série d'actions médiatiques concertées avec les forces habituelles mises en place après 1945.

Nous démarrons avec la loi Neuwirth en 1967, qui légalise la contraception. Frère Neuwirth reçoit le soutien appuyé de Gisèle, qui œuvre ensuite pour son application juridique, les décrets ne paraissant qu'entre 1969 et 1972 à cause de multiples freins de l'administration.

On poursuit avec le fameux « *manifeste des 343 salopes* » dont, reconnaissons-le, l'intitulé est particulièrement adapté. L'avocate en est une des initiatrices, en 1971. L'avortement est illégal à l'époque et des femmes se dénoncent comme ayant recouru à cet acte, avec morgue. Vient ensuite le Procès de Bobigny, où notre Zeïza défend 5 avorteuses, une mineure qui s'est débarrassé du bébé, et 4 complices de l'acte. Le procès secoue le pays de Molière pendant des semaines.

Enfin Gisèle Halimi soutient le « *manifeste des 331* » en 1973. Il s'agit là d'une nouvelle pétition, cette fois-ci de médecins avorteurs, et fiers de l'être. Lorsque Simone Veil va défendre peu après la loi du même nom en 1974, on ne sera pas

surpris que sa grande amie Zeïza Taïeb la soutienne : c'est l'aboutissement même de son combat antérieur.

Les années passent. Bien entendu, Gisèle est bientôt couverte de récompenses et de hochets par la Gueuse. Celle-ci pourvoira en outre à son train de vie post-politique via le poste d'Ambassadrice de France à l'Unesco (1987), dont l'utilité est mince, ou celui encore plus fumeux de conseillère spéciale de la délégation française à l'ONU (1989). En 1995, sous l'ère Chirac, elle co-présidente avec Roselyne Bachelot — autre planquée — l'improbable « Observatoire de la parité entre homme et femme dans la vie politique » dont la durée de vie sera éphémère. Elle commettra aussi plusieurs romans de gare (*Le lait de l'orange*, *La Kahina*, *Fritina*, etc.) qui ne seront pas analysés davantage, du fait d'une rare médiocrité.

Il est temps de conclure. Etrangeté des temps, plus l'on s'oppose au pays-hôte, et plus l'on est célébré... L'ex-défendresse du FNL est devenue une icône : d'ores et déjà de nombreuses voix à gauche s'élèvent, réclamant son entrée prochaine au Panthéon. Une pétition lancée par Louise Dubray (une psychologue qui travaille pour l'association anti-mâle *Womensafe*) « *un hommage décent à celle qui a tant fait pour notre pays, pour la cause des femmes, pour celle des homosexuel-le-s et contre le colonialisme* » (sic).

Si par extraordinaire l'avorteuse Taïeb était ainsi « canonisée », on pourrait sans contredit affirmer que l'endroit devient un lieu à éviter.

Jean BEAUMONT.

IN MEMORIAM

Jean-Pierre Dickès (1942-2020)

Jean-Pierre DICKÈS

est mort à Boulogne-sur-Mer dans la nuit du 28 août 2020 à l'âge de 78 ans. Il était né en 1942 d'une dynastie de médecins sous les bombardements de la ville de Boulogne-sur-Mer durant la guerre. Son attachement à son Boulonnais natal le mènera à être président de la Société Académique du Boulonnais spécialisée dans le régionalisme. Lui-même a commis plusieurs remarquables ouvrages d'histoire et de linguistique et à ce titre est reconnu comme un des meilleurs spécialistes du Picard.

En 1981, sa carrière professionnelle médicale le conduira à créer avec deux chirurgiens la clinique Côte d'Opale, la plus importante du département. Il est ancien expert près la cour d'Appel de Douai. Il prendra la direction de l'Association catholique des Infirmières et Médecins en 1998 et celle des Cahiers Saint Raphaël, la dernière publication européenne traitant de tous les problèmes liés à l'éthique médicale dans l'optique de la doctrine catholique.

Ce catholique traditionaliste convaincu et militant est l'auteur d'un livre très émouvant intitulé *La Blessure* qui marqua beaucoup les esprits. Il y raconte la désintégration du Grand Séminaire de



Saint-Sulpice à Paris, où il était en 1965, à la suite de la révolution conciliaire et de la prise en main du séminaire par de fief-fés modernistes. Ce combattant jovial et chaleureux, intrinsèque sur les principes moraux, a lutté avec vigueur contre les nouvelles lois de bioéthique et contre le transhumanisme. Le livre *L'ultime Transgression*, édité aux Editions de Chiré, est la suite d'un

ouvrage tout aussi passionnant, intitulé *L'Homme Artificiel* où il esquissait les contours de l'homme du futur à la lueur des découvertes scientifiques des dernières années et de la déchristianisation de masse.

Cette année 2020 est décidément une *annus horribilis* puisque nous avons déjà eu la douleur de perdre, au printemps dernier, le docteur Xavier Dor (1929-2020), autre grand combattant catholique en faveur de la vie et adversaire de la culture de mort.

Toute l'équipe de RIVAROL présente ses condoléances sincères et attristées à toute la famille et à tous les proches du courageux et méritant docteur Dickès, à son épouse qui l'a si admirablement secondé dans tous ses combats, et à tous ses enfants et petits-enfants.

Requiem aeternam dona ei Domine.

Comment trouver RIVAROL en kiosques ?

Sur la page accueil de notre site www.rivarol.com, cliquez sur l'onglet « *Points de vente* » et vous aurez ainsi accès à l'intégralité des points de vente actualisés de RIVAROL dans toute la France, classés par département. Vous pourrez ainsi trouver plus facilement l'hebdomadaire de l'opposition nationale près de chez vous.

Chronique de la France asservie et... résistante

ALORS QUE le parti pensait échapper à une audience devant le tribunal de Nanterre après son assignation en liquidation judiciaire par un ancien salarié en février, l'audience aura finalement bien lieu le 25 septembre. Le tribunal a en effet décidé de convoquer le parti et son ex-salarié pour examiner l'affaire. Le parquet se réserve même la possibilité de se saisir du dossier et de réclamer l'ouverture d'une procédure en liquidation judiciaire du RN. L'audience sera l'occasion d'ausculter « la situation financière du parti » et de vérifier qu'il « ne se trouve pas en cessation de paiements », selon la convocation à l'audience adressée aux avocats du parti et de l'ex-salarié. Le parti avait réglé péniblement en traînant des pieds, jouant avec le feu, les 15 000 euros d'indemnités encore dues à son ex-salarié à la suite d'une condamnation aux prud'hommes pour licenciement abusif et heures sup' non payées. Problème : une fois une assignation en liquidation lancée, on ne sait jamais ce qui va se produire. Le tribunal va se pencher sur les 24,4 millions d'euros de dette fin 2018, sur l'emprunt russe de 9 millions à rembourser sur huit ans, sur les lourdes amendes qu'il risque de devoir payer (financement des campagnes, emplois fictifs européens) et sur la dette de 5 millions d'euros auprès des fournisseurs et d'un million auprès du fisc et des organismes sociaux. Par ailleurs, le RN, incapable de payer les loyers de son siège à Nanterre (plusieurs dizaines de milliers d'euros par mois !), va déménager. Les permanents, en large partie, sont en cours de licenciement, ce qui pose d'ailleurs un problème supplémentaire puisque le RN est tellement couvert de dettes qu'il ne peut payer non plus les indemnités de licenciement.

Pour éviter les recours aux Prudhommes, Marine Le Pen promet des places éligibles aux élections régionales. Mais y aura-t-il encore un RN à ce moment-là ? A.F., un fin connaisseur du dossier, analyse : « Compte tenu de mon expérience en matière de procédure collective, je m'attends à ce qu'un administrateur judiciaire soit nommé le 25 septembre et qu'en conséquence les dirigeants du RN soient interdits de gestion au RN. A minima. Pour évaluer la situation de cessation de paiement d'une association comme le RN, il ne faut guère plus de quelques jours. Il n'y a pas de stock, pas de calcul d'amortissement, rien de compliqué. Vérification des créances et des dettes, calcul des avoirs disponibles et basta. L'administrateur fera-t-il traîner la procédure plusieurs semaines ou plusieurs mois ? Je ne sais pas. Ce qu'il y a de certain, c'est que MLP, son trésorier, et les quelques dirigeants n'ont aucune chance de prouver qu'il n'y a pas faillite. Le RN sera donc mis en liquidation, dès cette année à mon avis. » Si ce sombre pronostic devait se réaliser, Marine Le Pen aura ain-

si coulé le parti créé par son père. Coulé pour avoir accumulé dettes, salaires inconcevables et dépenses somptuaires. Cela dit, restons prudents car ce n'est nullement l'intérêt de Macron de voir le RN actuellement en faillite : il peut en effet espérer une brillante et inespérée réélection en mai 2022 s'il est de nouveau face à Marine Le Pen. Affaire à suivre...

MARINE LE PEN PURGE

Près d'un quart des membres de la commission d'investiture du RN, qui désignera les futurs candidats aux élections sénatoriales et régionales, a été remercié cet été par Marine Le Pen. Parmi ces exclus, Gilbert Collard et Nicolas Bay, députés européens, et Sandrine D'Angio, ex-maire des 13^e et 14^e arrondissements de Marseille, par ailleurs nièce de Stéphane Ravier. L'épuration a aussi lieu au niveau local où des partisans d'une ligne droite et des proches de Marion Maréchal ont été écartés, à l'image d'Antoine Melles (réputé proche de l'ancienne élue du Vaucluse) qui a perdu la présidence de la fédération du Rhône. Frédéric Boccaletti, président du groupe RN au conseil régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur, subit le même sort et ne figurera pas sur la liste des candidats pour les sénatoriales. Des conseillers régionaux comme Sandrine Beaulieu (Bourgogne-Franche-Comté) et Mathilde Paris (Centre-Val-de-Loire) ont aussi été évincés. Cette épuration de tenants d'une ligne quelque peu plus identitaire et droite s'accompagne du retour dans le giron du RN d'anciens philippotistes, tels Thomas Laval et Kelly Betesh, tous deux passés par les Patriotes. Quant à Hélène Laporte, il se dit déjà que l'euro-députée pourrait être remplacée par Mathilde Androuët, ancienne assistante de Florian Philippot. On dit aussi que Florian Philippot, malgré ses résultats désastreux aux élections où il s'était présenté, pourrait, d'une manière ou d'une autre, jouer un rôle d'appui et de conseiller de Marine Le Pen pour la prochaine élection présidentielle. Cette folle épuration aurait pour but, selon un responsable du RN, de « supprimer les témoins des futurs assassinats des régionales ». Selon lui, l'épuration de tous les partisans d'une ligne identitaire va se poursuivre, au profit de ceux qui prônent une ligne souverainiste à la Chevenement et LGBT sur le plan des mœurs. En attendant, le tonitruant avocat Gilbert Collard est fou de rage. Pas tant de ne plus être membre de la commission d'investiture où il n'a quasiment jamais siégé, que par la manière dont il a appris son éviction (par un journaliste). Et Collard de se lâcher dans une interview à *Paris-Match* : « Ce sont des petits règlements de compte minables. Des méthodes de gougnafrers. Il y a des coups de pied au c... qui se perdent. » Il explique l'éviction de Nicolas Bay car « trop tradi aux yeux de certains ». Après avoir tonitrué, menacé de démissionner du bureau national, avant finalement de revenir sur sa décision, suite à un entretien avec Marine Le Pen (« ce n'est pas une mauvaise fille », dit-il), il conclut par cette belle considération : « Je suis mariniste comme au premier jour ». Si ce n'est pas du masochisme, cela y ressemble !

LE RN S'ÉMEUT DE LA HAUSSE DE LA TRANSPHOBIE !

« La transphobie n'a pas sa place dans la Vienne. Nous apprenons par voie de presse qu'une agression transphobe a eu lieu à Poitiers. Celle-ci fait suite à une hausse inquiétante du nombre d'agressions homophobes dans le département ». Qui est l'auteur de ces lignes indignées qui suintent le politiquement correct ? Pas du



(Dessins de Chard)

tout une hystérique de gauche comme on pourrait s'y attendre. Non, l'auteur en est Arnaud Fage, Délégué départemental du RN Vienne qui, histoire sans doute de se faire bien voir des journalistes du Système, de Marine Le Pen et de son entourage de mignons, a envoyé cette missive *urbi et orbi*. Oui mais, attention, il rappelle gravement qu'un « grand nombre d'agressions transphobes sont le fait de populations étrangères qui considèrent l'homosexualité et la transsexualité comme une déviance honteuse, voire un crime ». Et l'oiseau auquel est sans doute promise une brillante carrière dans le parti de Marine Le Pen, de conclure en prônant « la restauration de l'assimilation républicaine notamment à l'école ». En voilà un qui a tout compris...

FOLLE À LIER

On croyait avoir tout vu, tout entendu et fait le tour de toutes les folies. Pas du tout. Avec Alice Coffin, élue EELV, on atteint le grandiose. Invitée par *RT France* à débattre sur la loi bioéthique, elle a déclaré : « Je n'ai pas de mari, ça m'évite d'être tabassée, violée et tuée ». « Et cela évite que mes enfants le soient aussi », avait-elle rajouté. Elle avait conclu : « C'est dramatique que l'on brandisse cette référence paternelle sans savoir ce qu'est la réalité de la paternité dans le monde actuel ». En d'autres termes, tous les pères sont des violeurs en puissance. On peut comprendre sa crainte d'être tabassée à force d'exaspérer son entourage, mais violée... Il faudrait être un sacré pervers pour en éprouver l'envie. A propos de la loi bioéthique qui vient d'être votée en seconde lecture à l'Assemblée nationale, légalisant notamment la PMA pour toutes, comment ont voté les députés du parti de Marine Le Pen ? Eh bien, ils n'ont pas participé au scrutin. Mais ne les accablons pas. Ils s'en expliquent avec un argument que l'on peut comprendre. Il était tard. Pensez, trois heures du matin. Une heure où soit on dort, soit on s'éclate en boîte de nuit, comme les *night-clubbers* marinistes !

COMPLÈTEMENT MABOULS...

Chacun connaît le célébritissime roman d'Agatha Christie, *Les Dix Petits Nègres*. Eh bien ce roman n'existe plus, du moins sous ce nom. Le mot « nègre », cité 74 fois dans la traduction originelle datant des années 1940, est en effet banni, politiquement correct oblige. Il paraît en France dans une nouvelle version, sous le titre : *Ils étaient dix*. James Prichard, arrière-petit-fils de la romancière britannique, un courageux, soutient cette décision, expliquant : « Je ne voudrais pas d'un titre qui détourne l'attention de son travail. Si une seule personne ressentait cela, ce serait déjà trop ! Nous ne devons plus utiliser des termes qui risquent de blesser ».

La France, raciste comme on le sait, était l'un des derniers territoires dans le monde

qui avait continué à utiliser le mot « nègre » pour l'appellation du livre d'Agatha Christie. Aux États-Unis, le roman est apparu sous le titre *And Then There Were None* (Il n'en restait qu'un). Une autre édition américaine était également parue avec le titre *Ten Little Indians* (Dix Petits Indiens).

Décidément, Orwell était un visionnaire...

PAR ICI LA MONNAIE !

Aliot n'est plus le seul. On se souvient que le nouveau maire de Perpignan avait fait voter une confortable augmentation (17 %, 60 000 euros net en plus sur le mandat) de ses indemnités lors du premier conseil municipal de sa mandature. Romain Lopez, 31 ans, le nouveau maire RN de Moissac (Tarn-et-Garonne), qui fut l'attaché parlementaire de Marion Maréchal, s'est dit qu'il n'y avait aucune raison de ne pas suivre son exemple. Il va ainsi toucher 3 000 euros d'indemnités chaque mois pendant son mandat, un montant jamais atteint jusque-là, alors que les adjoints au maire et les conseillers municipaux se contenteront respectivement de 755 et 175 euros. Une misère. L'opposition s'est évidemment déchaînée, déclarant : « Vous vous permettez de serrer la ceinture du personnel tout en vous assurant une confortable indemnité ». Romain Lopez se défend en expliquant avoir « abandonné son poste à la Région pour se consacrer uniquement à Moissac ». Quel altruisme !

APRÈS SAINTE-SOPHIE, UNE AUTRE ÉGLISE DEVIENT UNE MOSQUÉE

La basilique Sainte-Sophie d'Istanbul a été transformée en mosquée par la volonté du président turc Recep Tayyip Erdogan. C'est désormais au tour de l'église byzantine de la Chora, connue pour ses magnifiques mosaïques et fresques datant du 14^e siècle dont une monumentale composition du Jugement dernier. Construite par les Byzantins au 5^e siècle, l'église Saint-Sauveur-in-Chora, aussi appelée église de la Chora, avait été convertie en mosquée après la prise de Constantinople par les Ottomans en 1453, puis en musée après la Seconde Guerre mondiale. On peut avoir de vives inquiétudes pour la survie des mosaïques et fresques de l'édifice, l'islam interdisant les représentations figuratives. Contrairement à Sainte-Sophie, il sera impossible de les dissimuler temporairement lors des heures de prière, car elles décoreront l'ensemble de l'édifice. Les récentes et futures reconversions d'anciennes églises byzantines visent d'une part à mobiliser la base nationaliste et islamiste d'Erdogan et d'autre part à effacer les traces de la civilisation grecque et chrétienne. La Grèce se voit aussi rappeler sa place d'ancien membre de l'empire turc. Elle proteste énergiquement contre cette « provocation envers les croyants et la communauté internationale ». Une communauté internationale qui se réfugie dans un courageux silence...

Robert SPIELER.

AGENDA

5 et 6 septembre à Chiré-en-Montreuil (86190). (Chemin de la Caillauderie). 50^e journées chouannes. Ouverture au public le samedi et le dimanche à partir de 9h. Conférences, dédicaces, exposants, grand choix de livres. Banquet le samedi à 20h et le dimanche à 19h30. Inscriptions au 05-49-51-83-04 ou à : www.chire.fr.

5 septembre à Paris 7^e (95 rue de Sèvres, 15h). Conférence de Philippe Ploncard d'Assac : « Le rôle d'Eretz Israël dans le plan mondialiste messianique ». Part. : 10 €. Chômeurs et étudiants : 5 €



Avortement à neuf mois, fruit de la liberté chérie ?

LA JOURNAILLERIE appelle ça la première grande réforme sociétale du quinquennat Macron (nous ne sommes donc pas au bout de nos surprises). Le projet de loi bioéthique a été adopté par le Parlement au début du mois d'août, ou plutôt par quelques députés présents lors de la votation (60 voix contre 37 et 4 abstentions). Le projet doit repasser devant le Sénat en janvier 2021. Espérons qu'il le rejettera. Mais, la victoire du dieu "Progrès" est déjà limpide tant furent faibles les protestations des opposants à la suite de l'adoption du projet par l'Assemblée nationale. La rédition la plus emblématique fut celle du RN, ex-FN, qui n'était pas présent pour participer au vote. Certes, les voix de ces misérables n'auraient rien changé au résultat mais cette désertion symbolise en fait l'état d'esprit qui règne au sein du parti néo-lepéniste qui a rallié la république des républicains et donc la révolution sans aucune ambiguïté. L'église conciliaire est inaudible, les "églises" sont inaudibles. Il ne restait plus qu'à euthanasier le mouvement patriotique officiel, machine à perdre et d'abord à perdre la bataille des idées.

LE RN PARTISAN DE LA CULTURE DE MORT

Il est tout de même étrange que les Marine Le Pen et ses mignons se fondent littéralement dans l'esprit de la révolution et de ses nuées quand la France et ses esprits lucides ressentent instinctivement le besoin d'une vigoureuse réaction, d'un retour radical à la culture de la vie contre celle de la mort actuellement toute-puissante, de plus en plus puissante, étouffante, implacable. Pour atteindre le niveau d'horreur que nous atteignons et qui sera assurément dépassé demain, la révolution a besoin de la complicité du plus grand nombre des acteurs politiques et il est évident qu'elle peut compter sur le zèle de Marine Le Pen et du dévouement de sa garde rapprochée. La loi dite bioéthique (l'éthique se substitue à la morale et aux principes, elle en est un ersatz qui sied à l'élite du Système et à la formation de la société qu'elle désire), ce projet en voie de concrétisation, est particulièrement funeste. Au-delà de la PMA et de sa banalisation qui pulvérisera les dernières fondations familiales, le pouvoir entend ouvrir la Boîte de Pandore en autorisant, pour parler rapidement, le tripatouillage du génome humain et la fabrication de chimères. Néanmoins, les petits députés ont également voté un amendement en catimini, en pleine nuit, en plein été, sur la modification du délai durant lequel la femme enceinte désireuse d'avorter pourra le faire dans le cadre d'une IMG, d'une interruption médicale de grossesse. Les femmes pouvaient jusqu'à présent bénéficier d'une IMG en cas de problèmes médicaux graves, mettant en péril leur vie ou pour se débarrasser d'un enfant malformé, au-delà du délai autorisé pour une IVG (interruption volontaire de grossesse).

Avec le nouvel amendement voté par les députés, une nouvelle motivation aux contours infiniment flous donnera le droit aux femmes d'avorter jusqu'au neuvième mois de grossesse dans le cadre d'une IMG sans que la raison médicale ne soit pourtant avancée. Il suffira d'arguer d'une souffrance psycho-sociale pour avoir le droit républicain de liquider son beau bébé tout près à naître. La motivation du désir d'avorter étant éminemment subjective, nous ne voyons pas comment nos bons obstétriciens pourront de leur côté motiver un refus de pratiquer l'avortement. Problèmes financiers, déception amoureuse, chômage, refus soudain de la maternité. Tout argument pourra être avancé pour obtenir cette interruption médicale de grossesse. Alors que l'on parvient aujourd'hui à sauver de grands prématurés, des obstétriciens gagneront-ils leur vie à saucissonner des bébés doués d'une pleine intelligence un instant avant leur naissance salvatrice ? Ô combien est paradoxale la Lumière des Frères-Maçons qui ne la souhaitent décidément pas pour les plus innocents des êtres ! Comment ces fils de la Veuve peuvent-ils se vanter d'avoir fait abolir la peine de mort pour les plus terribles criminels tout en se félicitant

de l'exécution de bébés viables depuis des semaines au nom du confort approximatif et momentanément d'une mère abrutie par la propagande et la culture de mort ?

UNE OPPOSITION FAIBLARDE

Cela peut paraître anecdotique, mais on ne peut s'empêcher de voir dans la mise en scène du collectif *Marchons enfants* qui prétend lutter de toutes ses forces contre la loi bioéthique une très triste ironie. Déguisés en révolutionnaires avec tout l'attirail, bonnets phrygiens y compris, ces militants se rendent-ils compte qu'ils font ainsi acte de déférence envers le Système qui tue par millions les enfants dans le ventre de leur mère ? Imaginons un seul instant, car c'est éprouvant, un enfant, un "fœtus" de neuf mois que l'on liquide (liquéfie) dans le ventre de sa mère. La république dans son essence est la première responsable de cette folie cruelle ! Ce n'est certainement pas en chantant la *Marseillaise* et en louant les "valeurs" de la république que l'on va combattre le mal. Toutes ces manifestations parfaitement encadrées et limitées dans le temps et dans l'espace ne servent malheureusement à rien car elles ne sont ni les fruits ni les graines de vastes mouvements sociaux organisés et restent à l'état d'agitation d'une mini-fraction d'une minorité que le sociologue Emile Durkheim qualifiait d'anomique. Du reste, tout a été fait en amont pour que cette minorité gesticulante fût et restât anomique (dépourvu de la faculté de croître et de s'organiser politiquement). Du mariage pour tous à l'enfant avorté pour tous, il y avait une autoroute toute tracée. Les opposants officiels à cette politique ont été pulvérisés par les poids lourds médiatiques et politiques. Ils ne représentent plus rien et ne sont bien sûr nullement craints par le pouvoir qui fait mouvoir depuis le début des opérations son opposition contrôlée en la matière. Les Catholiques ne pèsent plus rien « dans la société » ; ils ne pèsent plus rien et c'est bien pour cette raison qu'ils doivent représenter le moteur de l'opposition, ostensiblement.

C'est terrible mais l'image des catholiques auprès du grand public est à la fois désuète et ravagée par les affaires de pédophilie. A ce propos il est utile de rappeler que les quelques mois qui précédèrent l'adoption de la loi Veil de 1975 furent marqués par le scandale Jean Daniélou, du nom de ce "cardinal" français retrouvé mort en mai 1974 chez une prostituée. Jean Daniélou était la tête de proue de l'opposition à l'avortement en France. Un scandale qui ne pouvait pas plus mal tomber. D'autant plus que les journalistes s'empressèrent de parler du frère de Jean Daniélou, apparemment victime de sa luxure, Alain Daniélou (pour l'anecdote l'auteur de chevet de Matzneff), bouddhiste obsédé sexuel, inverti et collectionneur de phallus (il a écrit un livre sur son symbolisme en compagnie de Matzneff et d'Emmanuel Pierrat). Avec le scandale Daniélou, le moins que l'on puisse dire est que le combat contre l'avortement avait du plomb dans l'aile.

C'EST LA FAUTE À PAS D'CHANCE !

Force est de constater que l'église conciliaire n'a pas de chance dans ses combats importants, cruciaux. Son spécialiste des questions bioéthiques jusqu'en 2019 était le "cardinal" Barbarin qui, dès 2012, au cœur des débats parlementaires sur le sujet général (qui annonçaient le nouvel accès révolutionnaire que nous connaissons aujourd'hui) avait osé commettre un crime de lèse-maçonnerie en déclarant : « *J'aime la démocratie, elle est le moins mauvais des régimes. Mais il ne faudrait pas qu'elle devienne une démocratie absolue. Je sais bien que le Parlement a le pouvoir de changer les lois définissant le sens du mariage, mais je pose la question de savoir s'il est légitime de décider de tout, de changer le sens des mots* ». Mais avant que ne débütèrent les choses sérieuses (le début de la législation de la loi bioéthique), Barbarin est balayé par les affaires de pédomanie qui pourrissent l'image de l'Eglise (Philippe Bar-

barin est condamné en première instance en mars 2019 pour ne pas avoir signalé à la justice les agissements pédocriminels du prêtre Bernard Preynat. Les juges de la cour d'appel de Lyon annulent sa condamnation en prononçant sa relaxe le 30 janvier 2020, estimant qu'il n'est pas coupable de non-dénonciation d'agressions sexuelles sur mineurs, car si ce délit concerne des victimes incapables de porter plainte elles-mêmes, par exemple des mineurs, quand Barbarin a eu connaissance des faits, les victimes étaient majeures et capables de porter plainte elles-mêmes). Tragique hasard. Au moment même où la France avait besoin d'un discours didactique, moral, rationnel et compréhensible contre le "mariage" des invertis, Barbarin explosa en plein vol. Il n'est pas mort comme Jean Daniélou mais le résultat de sa chute fut similaire, voire pire. La preuve. Nous devrions aujourd'hui assister à une révolte populaire, les braves gens devraient vomir en public et expliquer que leur nausée découle de l'image (qu'il visualise) du bébé innocent de neuf mois massacré. Que les masses ne saisissent pas les enjeux démiurgiques de la manipulation génétique, c'est un fait, mais qu'elles restent inertes devant le meurtre de "beaux" bébés qu'elles chérissent dès qu'ils portent une couche est la preuve qu'il n'existe pas de réelles oppositions en France et que la culture de mort règne sans partage dans notre pauvre pays.

Cependant, nous ne pouvons croire que les médecins vont accepter de tuer un bébé de neuf mois en parfaite santé. A part quelques fous sadiques, quelques fanatiques adorateurs d'une certaine secte, nous ne pouvons imaginer les médecins pratiquer ces actes de barbarie. Des actes qui, nous l'imaginons, seront rares, mais pour combien de temps le seront-ils ? Car nous sommes sûrs d'une chose : le pouvoir en place (dont Macron n'est qu'un représentant, un communicant, une marionnette, et même un leurre) qui possède un arsenal médiatique infini (il ne compte jamais les dépenses en matière de propagande), malaxera les esprits continuellement, par tous les moyens. Demain, nos enfants frémiront-ils d'horreur en imaginant le meurtre du bébé de neuf mois, et peut-être de celui du nouveau-né (qu'il faudra exécuter avant qu'il ne prenne ses marques dans ce monde, par humanité ?), ou auront-ils intériorisé ce nouveau fait "sociétal" ? Le désintérêt croissant pour la chose publique, le relativisme ambiant, l'individualisme croissant combiné à une propagande totalitaire (finalement indétectable des masses puisqu'elles baigneront dedans) banaliseront le meurtre du petit comme la république a si bien su banaliser l'avortement tout en écrasant ses adversaires.

DÉMOCRATIE OU RÈGNE D'UNE SOCIÉTÉ DE PENSÉE ?

La démocratie apparente, la kermesse des élections sont un trompe-l'oeil : le Système a le temps avec lui. Seulement il ne construit pas des cathédrales sur des siècles ou des fortifications pour protéger la France, mais des idées, des opinions, des états d'esprit, *in fine* un nouvel homme. Cela est d'autant moins visible que l'ensemble du Système explique le « changement des mentalités » par un très magique sens de l'histoire. Répétons-le, ce discours est un mensonge fondamental. Le sens de l'histoire, c'est du bidon.

En 1914, la France ressemblait à un nain devant l'ogre allemand. La république n'avait pas été très en pointe dans ses politiques "natalistes" et elle s'était montrée notamment très tolérante envers les faiseuses d'anges, ces avorteuses clandestines. Après la Grande Guerre, la France était exsangue, une grande partie de sa jeunesse massacrée, une autre traumatisée. Après un petit rebond, sa natalité restait très faible. Après l'immense sacrifice de ses soldats, le peuple cultiva une horreur envers les

avortements clandestins qui étaient tolérés par la Gueuse. Comment un peuple saigné à blanc pouvait-il se permettre de vivre encore avec cette infamie en son sein ? En 1800, alors que la France était la première puissance démographique d'Europe, elle devint sous le régime morbide de la république une nation moins peuplée que l'Angleterre et surtout que l'Allemagne (qui connut deux *baby booms* formidables au cours du 19^e siècle en sus de son unification !). C'est sous la présidence de Paul Deschanel, d'un Paul Deschanel qui, malgré sa fonction (qui lui confère un pouvoir restreint), réussit à imposer ses vues sur la question, que la loi de juillet 1920 fut votée par le Parlement, une loi criminalisant l'avortement ainsi que les "provocateurs" (les provocateurs étaient non seulement les faiseuses d'ange qui passaient tranquillement des annonces dans certains journaux pour proposer leurs services mais aussi les écrivains antinationaux — comme Léon Blum au temps de sa carrière littéraire qui exhortait les petites Françaises à vivre comme « *des putains* ») et interdisait la vente et la promotion de contraceptifs. Cette loi n'était pas motivée par la morale, par des principes, mais par des considérations nation-

listes formulées depuis des années par l'Action française qui jouissait d'une aura considérable à la sortie du grand conflit européen. Cela dit, elle fut très bien accueillie par les catholiques. En revanche elle écoœura le Grand Orient et Clemenceau (humilié par Deschanel lors des toutes récentes élections) qui, derrière leurs grandes envolées sur la natalité française, n'ont jamais contribué, dans les faits, à la croissance démographique française (Clemenceau pour qui la politique consiste « à l'art de dorer les pilules » donnait des médailles en toc aux mères de familles nombreuses...).

Quelques semaines après la promulgation de la loi du 31 juillet 1920, la presse radicale se servit d'un épisode de somnambulisme de Paul Deschanel (qui le fit tomber d'un train) pour le peindre et le croquer comme un fou furieux. Après plusieurs semaines de cette campagne de calomnies, Deschanel n'ayant jamais été fou, le président de la République fut contraint de démissionner. Il fut remplacé par la création de Clemenceau, Alexandre Millerand. Le règne de la Franc-maçonnerie sans partage reprendra racine pendant une période d'instabilité gouvernementale. C'est ainsi qu'en mars 1923, une nouvelle loi incroyablement permissive fut votée. Une loi qui décriminalisa l'avortement sous le prétexte que les jurys populaires ne condamnaient pas les avorteurs craignant de leur infliger une peine trop lourde (la peine la moins lourde l'aurait été déjà bien trop à leurs yeux). Le génie maçonnique consista donc à banaliser l'avortement en le considérant seulement comme un simple délit (plus facile à punir car moins punissable car moins grave...) en faisant croire qu'on le combattait mieux ainsi ! La même secte utilise aujourd'hui la même ficelle pour banaliser la consommation de drogues et certains actes pédomaniacs. Nous savons très bien où toutes ces combines vont nous mener. Vers la libéralisation totale de ces pratiques.

Paul Deschanel n'avait pas les armes (le contrôle de la presse principalement) pour lutter contre les ennemis de l'ombre. Il fut la proie de ces derniers et fut si bien désintégré par le scandale et les mensonges de journalistes que la légende de sa folie perdue aujourd'hui encore. Et l'on voit que, à travers notre histoire contemporaine, seul le régime de Vichy qui a mis hors la loi les puissances de l'ombre a réussi à combattre efficacement le meurtre du bébé à naître et à relancer la natalité dès le tout début des années 1940, satisfaisant ainsi, à la fois les hommes de principes, les catholiques et, pour parler comme Deschanel, les « *republicains* ».

François-Xavier ROCHETTE.



Explosion à Beyrouth : la main invisible d'Israël ?



LE 4 AOÛT 2020, deux explosions successives ont frappé le port de Beyrouth vers 18h. La seconde explosion fut d'une telle puissance que nombre d'analystes et de commentateurs ont conclu qu'il s'agissait d'une bombe.

Le président des États-Unis a déclaré que les explosions en question « ressemblaient à un terrible attentat » et que des experts militaires lui avaient parlé d'une « bombe ». « J'ai rencontré nos généraux et il semble que ce n'était pas un accident industriel. Il semble, selon eux, que c'était un attentat, c'était une bombe », a déclaré le président Trump.⁽¹⁾

DONALD TRUMP NOUS LE DIT : « C'EST UNE BOMBE, UN ATTENTAT »

Il a retiré ses commentaires après que le Pentagone a refusé de confirmer ses dires sur ce que les généraux lui avaient communiqué et que le Secrétaire à la Défense, Mark Esper, a confirmé la thèse de l'explosion accidentelle.⁽²⁾

CNN rapporte les propos d'une source officielle du département de la Défense américain qui dit « ne pas savoir de quoi le Président parlait. Il n'y a aucune indication selon laquelle qui que ce soit dans cette région cherchait à mettre en place quoi que ce soit de cet ordre. Cela aurait eu pour conséquence de développer le nombre de troupes américaines présentes dans cette région, afin d'éviter une éventuelle tentative de représailles. Et rien de cela ne s'est produit. »⁽³⁾

D'autres officiels, contactés par Reuters, ont renchéri : « On ne sait pas d'où il tient ses informations. Mais d'après les premières informations dont nous disposons, rien ne montre que cette explosion est une attaque. »⁽⁴⁾

Il semblerait que le locataire de la Maison Blanche ait communiqué, malencontreusement ou sciemment, des informations confidentielles.

Au moment des explosions, indique l'agence de presse iranienne Mehr, quatre avions de reconnaissance de l'armée américaine ont été repérés près de Beyrouth⁽⁵⁾. Ce qui est inhabituel.

Ces avions ont-ils permis aux renseignements états-uniens de récolter les informations transmises si rapidement à Donald Trump qui a parlé de bombe et d'attentat ? Sont-ils impliqués dans « l'attentat » ?

Quoi qu'il en soit, le nitrate d'ammonium

qui serait à l'origine de ces explosions, est un produit stable ; ce qui en fait un des explosifs les plus sûrs utilisés dans les mines. En principe, un incendie ne le fait pas exploser, à moins qu'il ne soit touché par un autre produit, comme le pétrole, ou qu'il soit chauffé au point d'être chimiquement modifié.⁽⁶⁾

LE NITRATE D'AMMONIUM, UN PRODUIT UTILISÉ PAR LES TERRORISTES

Les 2750 tonnes de nitrate d'ammonium, qui seraient à l'origine des explosions, sont arrivées en septembre 2013 à Beyrouth à bord du Rhosus, un navire sous pavillon moldave naviguant de Batoumi en Géorgie au Mozambique. Le Rhosus a été saisi par le Contrôle de l'État du Port de Beyrouth. Par la suite, le navire a été abandonné par son propriétaire, Igor Grechushkin, un homme d'affaire véreux, né en Russie et résident à Chypre. Ce dernier n'a pas tenté de revendre cette marchandise, ne serait-ce que pour rembourser ses dettes. Ses employés ont été rapatriés pour des raisons humanitaires après avoir végété plusieurs mois sans salaire. Le gouvernement chypriote a confirmé qu'aucune demande n'a été faite à Interpol de la part du Liban pour arrêter l'homme d'affaires.

D'après le journaliste Pepe Escobar « toute l'opération ressemble à une couverture — les véritables destinataires du nitrate d'ammonium étant peut-être des « rebelles modérés » en Syrie qui l'utilisent pour fabriquer des Engins Explosifs Improvisés (EEI) et équiper des camions suicides, comme celui qui a démolé l'hôpital Al Kindi à Alep. »⁽⁷⁾

Il s'agit donc d'un produit qui est habituellement utilisé par les terroristes en Syrie, et qui a sans doute déjà transité par le port de Beyrouth. Précisons que ces tonnes de nitrate d'ammonium sont arrivées à Beyrouth des années avant que le gouvernement d'alliance Aoun/Hezbollah ne soit formé. Autre précision, le port de Beyrouth n'est pas et n'a jamais été sous le contrôle du Hezbollah. Si tel avait été le cas, le Hezbollah n'aurait pas permis que transite ce produit utilisé par leurs ennemis, les terroristes, en Syrie. Michel Aoun et Hassan Nasrallah n'étaient manifestement pas au courant de la présence du nitrate d'ammonium à Beyrouth.

La dangereuse cargaison n'a pas été simplement oubliée, on l'a volontairement ignorée. De 2014 à 2017, des lettres de fonctionnaires des douanes ainsi que les options pour se débarrasser du produit dangereux, l'exporter ou le vendre d'une autre manière, ont été curieusement ignorées. Chaque fois que les fonctionnaires des douanes ont essayé d'obtenir une décision légale pour se débarrasser de la cargaison, explique Pepe Escobar, ils n'ont obtenu aucune réponse de la justice libanaise. Et il ajoute : « La bureaucratie du port de Beyrouth et les mafias qui en sont réellement responsables sont étroitement liées, entre autres, à la faction al-Mostaqbal, qui est dirigée par l'ancien Premier Ministre Saad al-Hariri, lui-même entièrement soutenu par la Maison des Séoud. »

L'immensément corrompu Hariri a été démis de ses fonctions en octobre 2019 au milieu de graves protestations. Ses acolytes ont fait « disparaître » au moins 20 milliards de dollars du trésor public libanais, ce qui a sérieusement aggravé la crise monétaire du pays.

Pas étonnant que le gouvernement actuel — où nous avons le Premier Ministre Diab soutenu par le Hezbollah — n'ait pas

été informé de la présence de nitrate d'ammonium. »⁽⁸⁾

L'ancien diplomate iranien Amir Mousavi — directeur du Centre d'Études Stratégiques et de Relations Internationales à Téhéran — confirme que ni le Premier Ministre libanais, ni le Président, ni aucun des ministres ne savaient que 2 750 tonnes de nitrate d'ammonium étaient stockées dans le Hangar 12 du port de Beyrouth, en pleine ville.

ISRAËL MENACE ET SE RÉJOUIT

Une semaine avant l'explosion à Beyrouth, le Premier Ministre israélien Benjamin Netanyahu a menacé le Liban : « Nasrallah va apporter des problèmes au Liban à cause de l'Iran... Il a déjà commis une grave erreur en sous-estimant la détermination d'Israël à se défendre, et l'État libanais a payé un lourd tribut pour cela. Je lui suggère de ne pas répéter cette erreur. »⁽⁹⁾

Moshe Feiglin, homme politique, et ancien vice-président de la Knesset (parlement israélien), s'est ainsi réjoui de l'explosion à Beyrouth : « Aujourd'hui c'est Tu B'Av (NDA : fête de Yahvé dans le Livre des Juges, fête de l'amour), un jour de joie, et un véritable et immense merci à Dieu et à tous les génies et héros vraiment (!) qui ont organisé pour nous cette merveilleuse célébration en l'honneur du jour de l'amour. Pour marquer les vacances de Tu B'Av, nous avons un fantastique feu d'artifice depuis le port de Beyrouth. Vous ne croyez pas vraiment qu'il s'agissait d'un entrepôt de carburant mal géré, n'est-ce pas ? Comprenez-vous que cet enfer était censé nous tomber dessus comme une pluie de missiles ?! J'ai une certaine expérience des explosifs. La plus grande explosion à laquelle j'ai participé était de 2,5 tonnes de TNT. Ce que nous avons vu hier au port de Beyrouth était bien plus grand. L'effet destructeur (sans le rayonnement) était comme celui d'une mini-explosion atomique. Si c'était nous, et j'espère que c'était nous, alors nous devrions en être fiers, et avec cela nous créons un équilibre de terreur. En évitant de dire que c'est nous, nous nous mettons du côté obscur de la moralité. Nous sommes tous autorisés à nous réjouir. »⁽¹⁰⁾

Concernant le Hezbollah et le retrait israélien du Liban, Feiglin a déclaré : « Cela

8. Pepe Escobar, « Who profits from the Beirut Blast ? », Asia Times, 07/08/2020.

9. <https://www.haaretz.com/israel-news/premium-netanyahu-says-hezbollah-playing-with-fire-after-lebanon-border-incident-1.9025194>

10. <https://lecrisidespeuples.fr/2020/08/07/explosion-a-beyrouth-face-aux-accusations-les-denegations-hypocrites-disrael/>

fait des années que j'avertis que le retrait du Liban et le nouveau rapport stratégique imposé par le Hezbollah ont fait entrer Israël dans une situation de terreur face à l'organisation qui nous fait face depuis le Liban, qui certes n'a pas la bombe atomique mais qui dispose de 200 000 missiles qui peuvent atteindre n'importe quel point stratégique dans le pays. Alors, continuez à célébrer le retrait du sud-Liban et la situation folle dans laquelle vous avez placé nos enfants »⁽¹¹⁾.

Après le drame de Beyrouth, les dirigeants israéliens ont fait mine de soutenir le Liban, allant jusqu'à illuminer la mairie de Tel Aviv aux couleurs du drapeau libanais. « Y a-t-il une manifestation d'hypocrisie plus écœurante ? » s'est exclamé Gideon Lévy, journaliste de Haaretz ; et d'ajouter : « Quand Israël a démolé Dahiya et d'autres quartiers de Beyrouth, le bâtiment de la municipalité de Tel-Aviv n'était pas éclairé aux couleurs du drapeau libanais. Quand Israël a tué des milliers de femmes et d'enfants innocents, jeunes et vieux, à Gaza pendant les opérations criminelles « Plomb durci » et « Bord protecteur », la municipalité n'était pas éclairée aux couleurs du drapeau palestinien. Mais mercredi, nous avons tous été si humains, si libanais pendant un moment. Jusqu'à la prochaine Dahiya. »⁽¹²⁾

Rappelons que, durant la guerre de 2006, les Israéliens ont bombardé de nombreuses infrastructures dans le Sud du Liban et à Beyrouth et ont visé sans distinction les civils et les combattants⁽¹³⁾. La plupart des morts libanais (1200) causés par Israël étaient des civils et seulement 160 morts (en majorité des militaires) étaient à déplorer du côté israélien. L'armée israélienne larguait sur le Liban en moyenne 3000 bombes par jour, contre 3900 roquettes tirées par le Hezbollah pendant toute la durée du conflit⁽¹⁴⁾.

Tous ces éléments désignent Israël comme coupable, sinon principal bénéficiaire de la tragédie libanaise.

Affaire à suivre dans le prochain numéro de RIVAROL.

Jean TERRIEN.

11. <https://lphinfo.com/moche-feiglin-evoque-explosion-de-beyrouth/>

12. <https://www.haaretz.com/middle-east-news/premium-israel-beirut-lebanon-blast-support-1.9050449>

13. <https://www.lesclesdumoyenorient.com/La-deuxieme-guerre-du-Liban-2006-dix-ans-apres.html>

14. Voir dossier de L'Orient-Le Jour, « Guerre de juillet 2006, dix ans déjà : quel bilan, quelles leçons ? », 12/07/2016, <http://www.lorientlejour.com/article/995758/guerre-de-juillet-2006-dix-ans-deja-quel-bilan-queelles-lecons.html>

Et voir : « Le conflit entre Israël et le Hezbollah libanais », Le Nouvel Observateur, 02/09/2006, <http://tempsreel.nouvelobs.com/monde/20060719.OBS5656/le-conflit-entre-israel-et-le-hezbollah-libanais.html>

RIVAROL

19 avenue d'Italie 75013 Paris

Tél. : 06-40-87-72-79

Correspondance seulement

(Une permanence téléphonique est assurée le lundi et le mardi de 10h à 17h et le vendredi de 10h à 14h.)

www.rivarol.com et

www.boutique-rivarol.com

Rédaction : jeromebourbon@yahoo.fr

Administration : contact@rivarol.com

Hebdomadaire créé le jeudi 18 janvier 1951

FONDATEUR : René MALLIAVIN

(1896-1970)

Directeur de la publication et de la rédaction,

éditorialiste (depuis février 2010) :

Fabrice Jérôme BOURBON

E. U. R. L. « Editions des Tuileries », au capital de 51000 euros pour 99 ans, à partir du 20 mai 1949. Imprimerie : Paris Offset Print (POP) 30 rue Raspail, 93120 La Courneuve. — Dépôt légal : à parution — Gérant et associé : Fabrice Bourbon.

CPPAP n°0223 C 82763, ISSN n°0035 56 66.

ABONNEMENTS : 2 ans : 215 euros — 1 an : 125 euros — 6 mois : 70 euros — 3 mois : 40 euros —

soutien : 175 euros — propagande : 210 euros — 1 an (chômeurs, étudiants, lycéens, personnes en grande difficulté, ecclésiastiques et religieux) : 100 euros — Abonnement à vie à RIVAROL : 2 000 euros — Abonnement à vie à RIVAROL et à Ecrits de Paris : 3 000 euros.

ABONNEMENTS PAR PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE : 12 euros par mois (il suffit de nous envoyer un IBAN et votre adresse postale complète).

ABONNEMENT NUMÉRIQUE 1 an : 80 euros (créer un compte sur le site <www.boutique-rivarol.com> ou prévenez-nous en envoyant un courriel).

ÉTRANGER : 1 an : 140 euros — 6 mois : 80 euros.

Supplément par avion : 24 euros pour un an et 12 euros pour 6 mois.

Pour tout changement d'adresse, joindre 2 euros et la dernière bande (ou indiquer l'ancienne adresse). Ecrire nom et adresse en CAPITALES. Délai dix jours.

Règlement par chèque établi sur une banque domiciliée en France, à l'ordre d'Éditions des Tuileries ou virement à notre compte : La Banque postale IBAN : FR33 2004 1000 0104 5321 9K02 048 (BIC : PSSTFR PPPAR)

1. <https://www.parismatch.com/Actu/International/D-apres-Donald-Trump-les-explosions-de-Beyrouth-ressemblent-a-un-terrible-attentat-1697099>

2. <https://www.aa.com.tr/en/americas/trump-walks-back-claim-that-beirut-blast-was-an-attack/1933062>

3. <https://edition.cnn.com/2020/08/04/politics/defense-officials-contradict-trump-beirut/index.html>

4. <https://www.lci.fr/international/explosions-de-beyrouth-trump-contredit-par-ses-services-apres-avoir-pense-a-un-terrible-attentat-2160982.html>

5. Information rapportée par Pepe Escobar : <https://asiatimes.com/2020/08/who-profits-from-the-beirut-blast/>

Traduction française de son article : <https://www.jacques-tourtaux.com/blog/liban/pepe-escobar-qui-profite-de-l-explosion-de-beyrouth.html>

6. <https://www.jacques-tourtaux.com/blog/liban/pepe-escobar-qui-profite-de-l-explosion-de-beyrouth.html>

7. <https://www.jacques-tourtaux.com/blog/liban/pepe-escobar-qui-profite-de-l-explosion-de-beyrouth.html>

Oradour-sur-Glane : hystérie tous azimuts pour un



DANS LA NUIT du 20 au 21 août, un graffiti a été peint sur le centre de la mémoire d'Oradour, le fameux « village martyr » : le mot « martyr » ayant été rayé, on lisait : « Village menteur. A quand la vérité ? Reynouard a raison ». L'auteur (ou les auteurs) faisai(en)t référence à une série en cinq épisodes paru en juin dernier et intitulée : « Oradour, à quand la vérité ? ». On la doit à Vincent Reynouard, l'auteur d'un livre paru en 1997 sous le titre : *Le massacre d'Oradour : un demi-siècle de mise en scène*, ouvrage aussitôt interdit par les pouvoirs publics, tout comme sa cassette vidéo sur le même sujet et interdite en 2001.

UNE INDIGNATION UNANIME ET SOVIÉTOÏDE

De Jean-Luc Mélenchon à Marine Le Pen, l'indignation de la classe politique a été unanime. C'était à celui qui irait le plus loin dans les cris d'orfraie et dans l'usage de superlatifs. De son côté, le gouvernement a déclaré ouverte la chasse à l'homme. Dans un tweet, le ministre de l'Intérieur, Gérard Darmanin, a parlé d'un « crachat sur la mémoire de nos martyrs ». « Les services du ministère de l'Intérieur, a-t-il ajouté, sont à la disposition du maire de la commune pour faire arrêter l'auteur de cette salissure abjecte. » Même discours hyperbolique chez le Premier ministre Jean Castex : « Souiller ce lieu de recueillement, c'est aussi salir la mémoire de nos martyrs. Tout est mis en œuvre pour que les auteurs de ces actes infâmes en répondent devant la Justice. » Le chef de l'Etat lui-même s'est dendu d'un tweet et d'un communiqué, ce qu'il se

garde bien de faire quand des édifices chrétiens sont profanés, souillés, saccagés.

Vincent Reynouard a répondu : « Pour ma part, je connais un excellent moyen — si ce n'est le seul — de défendre la vérité historique ainsi que la mémoire de martyrs. C'est d'organiser un débat loyal entre M. Hébras, le dernier survivant du drame d'Oradour, et moi-même, le révisionniste de l'affaire d'Oradour. Ce débat, je le réclame depuis 1997. Les gardiens de la Mémoire me l'ont toujours refusé. Pourtant, si ma thèse n'est qu'un ramassis de sottises, alors M. Hébras n'aura aucun mal à me ridiculiser en public. » C'est l'évidence même. Mais les gardiens de la Mémoire refusent obstinément le débat. Soutenus par les élus et les membres du gouvernement, ils se réfugient dans les jupes de la Justice. Cette façon d'agir les trahit. Leur maladresse est d'ailleurs flagrante ; le député de la circonscription d'Oradour, Pierre Venteau, déclare : « Seul l'ordre républicain peut combattre le négationnisme. M. Darmanin, vos services doivent faire le nécessaire pour que les auteurs de ces actes odieux soient retrouvés rapidement et traduits devant la justice de la République qui saura justement les punir. » On s'attendait à lire : « Seule la vérité peut combattre le négationnisme. » Mais non, à une thèse historique, Pierre Venteau oppose « l'ordre républicain », un ordre synonyme de répression rapide afin de faire taire les « mauvais pensants ». Quel aveu !

LES MYSTÈRES ET OMBRES D'ORADOUR

Sachant qu'il ne pouvait être en reste, le président de la République a lancé : « Rien ne pourra faire oublier la mémoire de nos 642 martyrs d'Oradour-sur-Glane. » C'est inepte : personne, même chez les révisionnistes, ne veut faire oublier leur mémoire. En 1997, Vincent Reynouard a dédié son livre « à toutes les victimes civiles de la Seconde Guerre mondiale » et, en particulier, « aux femmes et aux enfants d'Oradour ». Nul ne conteste leur mort affreuse, ce 10 juin 1944, dans l'église du village. Les corps déchiquetés photographiés peu après le drame sont autant de preuves du drame. Mais justement, selon Vincent Reynouard, ces fragments humains remettent en question les circonstances de cette tragédie.

D'après la thèse communément admise en effet, les femmes et les enfants auraient été mitraillés puis brûlés dans l'église par des Waffen SS de la division Das Reich. Dans ce lieu transformé en four crématoire, des centaines de corps auraient été réduits en cendres. Dans un premier temps, Vincent Reynouard affirme que, du fait du rayonnement thermique, un tel incendie aurait tout détruit dans l'église, à commencer par le mobilier en bois. Mais aujourd'hui encore, en entrant, on

peut voir un autel en bois, l'autel Saint-Joseph, parfaitement intact. Plus surprenant encore : dans la chapelle d'en face, la chapelle de la Vierge, le confessionnal en bois léger a, lui aussi, résisté. Si, vraiment, un feu d'une violence terrible a ravagé l'église pendant plusieurs heures, alors ces deux pièces en bois auraient dû brûler, intégralement, selon Reynouard.

Toujours d'après la thèse officielle, les deux cloches ont fondu dans l'incendie. Il y a quelques années encore, le guide parlait d'un « effet de cheminée » qui aurait démultiplié la force de l'incendie. Dans ce cas, des traces noires auraient dû être constatées au niveau des ouvertures du clocher, remarque Reynouard. Car avant que le toit ne s'effondre, les flammes se seraient échappées par ces ouvertures, déposant de la suie. Or, les photos du clocher prises peu après le drame et produites par Reynouard ne montrent aucune trace de suie. De plus, si les cloches étaient restées des heures dans un feu susceptible de les faire fondre, alors, explique le chercheur, elles auraient totalement fondu. Il n'en resterait que des flaves de bronze informes, solidifiées au sol. Mais la fusion n'a été que partielle. Des parties sont si bien préservées, ajoute Reynouard, qu'on peut encore y voir les dessins ornementaux et y lire les inscriptions. Cette fusion partielle atteste, selon lui, que la chaleur n'a pas pu diffuser dans l'alliage, donc que le phénomène a été très violent et très bref. Ce phénomène, d'après lui, c'est une explosion. Sachant en outre que les toitures de l'église ont été soufflées, on en déduit que d'autres explosions ont secoué les combles. Le scénario le plus probable, explique Reynouard, invoque une série d'explosions. Il est confirmé par le témoignage d'une rescapée, Madame Lang. Le jour du drame, elle s'était cachée à quelques dizaines de mètres de l'église : elle parle d'un « bruit épouvantable » à l'église et précise : « Détonations sur détonations se succèdent, suivies d'une immense clameur et de cris effrayants. » (voy. Guy Pauchou et Pierre Masfrand, *Oradour-sur-Glane, vision d'épouvante*, éd. De 1966, p. 61).

Ces cris s'expliquent aisément selon Reynouard : au niveau du clocher, l'explosion a éjecté vers le bas des gaz enflammés qui ont tout emporté sur leur passage. Des projectiles ont atteint les femmes et les enfants qui se trouvaient dans la nef. Cette hypothèse permet de comprendre pourquoi les chapelles latérales ont été épargnées, ce qui a permis la préservation de l'autel Saint-Joseph et du confessionnal en bois léger qui s'y trouvaient. Il permet également de comprendre pourquoi les corps des femmes et des enfants étaient brûlés en surface et horriblement mutilés.

Si les SS avaient provoqué ces explosions, explique Vincent Reynouard, alors on l'aurait dit dès 1944. Mais dans son premier témoignage recueilli peu après le drame par le Résistant Pierre Poitevin, celle que l'on présente comme l'unique rescapée de l'église, Marguerite Rouffanche, affirma qu'à l'église deux Waffen SS avaient déposé, dans la nef, près du chœur, une « caisse » : « C'était une caisse du volume et de la hauteur de ma table de nuit, dit-elle. Personne ne voulut s'en approcher, mais elle n'explosa pas ». (voy. Pierre Poitevin, *Dans l'Enfer d'Oradour*, 1944 p. 88). L'auteur précisait : « L'engin n'explose pas, mais une lueur bleue d'abord, puis phosphorescente, dégage ensuite des tourbillons d'une fumée noire ». Il s'agissait donc d'une caisse asphyxiante. (*Ibid.*, p. 46) Le 1^{er} octobre encore, un rapport de la gendarmerie nationale, dont Reynouard possède une copie, déclarait : (rapp_gend_3) « [M^{me} Rouffanche] a pu témoigner que les Boches avaient déposé dans le milieu de l'église une bombe lacrymogène dont les émanations ont suffoqué les malheureuses victimes ». Tel était le récit destiné, selon Reynouard, à devenir la thèse officielle.

Seulement, il y avait tous les dégâts infligés à l'église et qui, sans trace évidente

de suie (sauf au niveau de la sacristie), rappelaient furieusement une architecture avec explosion. De plus, il y avait ce reportage écrit, daté du 15 juin 1944 et assez bien documenté, qui circulait sous forme ronéotypée. Le ou les auteurs affirmai(en)t qu'une « caisse » amenée par des SS avait bel et bien explosé dans l'église. Voilà pourquoi Marguerite Rouffanche changea son fusil d'épaule. Le 16 novembre 1944, elle déclara qu'une « petite détonation » avait secoué la mystérieuse « caisse ». Mais ce n'était pas assez. Deux semaines plus tard, le 30 novembre, l'unique rescapée de l'église fut invitée à témoigner à nouveau. Cette fois, elle parla d'une « forte explosion ». Ce témoignage allait devenir le récit officiel, celui qui servirait de fondement à la thèse communément admise. Le récit de Pierre Poitevin et la déposition du 16 novembre furent « oubliés ». Comme très souvent, affirme Reynouard, « un mensonge se fonde sur quelque chose de vrai. L'histoire d'Oradour fait bien intervenir une « caisse », mais pas celle que l'on croit ».

Dans un rapport qu'il rédigea en 1993, un homme qui participa aux premiers secours, l'abbé Schneider, écrivit : (schneider-93_2) « Nous pénétrons dans l'église [...]. Des impacts de balles à quelques centimètres du sol, des restes d'une boîte, sans doute une bombe au phosphore ». Le 5 mars 1996, Vincent Reynouard interrogea cet abbé : il lui déclara se souvenir de cette boîte et précisa qu'elle mesurait environ 50 cm sur 50 cm à la base pour 20 cm de hauteur. Si l'on en croit la thèse devenue officielle, les secouristes venaient donc de retrouver l'arme du crime. Cette preuve fondamentale aurait dû être soigneusement conservée pour plus tard. Or, elle a tout simplement disparu. Il n'en a plus jamais été question ensuite...

De façon évidente, note Reynouard, il ne s'agissait pas d'une quelconque « bombe » amenée par les SS, mais d'un objet d'une autre provenance et qui n'aurait jamais dû se trouver là. De quoi s'agissait-il ? Les déclarations d'un ancien guide d'Oradour soulèvent un coin du voile. Interrogé par un officier de police judiciaire dans le cadre du procès intenté à V. Reynouard, il raconta : « Mon père a eu l'occasion d'aller dans l'église avec mon oncle le 11 juin 1944. Mon petit cousin est mort brûlé dans l'église. Ils le cherchaient ce jour-là. Ils ont trouvé son corps, l'ont reconnu et ramené à la maison. Il était tout noir, tout brûlé mais ils ont pu le reconnaître. J'ai toujours entendu dire à mon père qu'ils l'avaient embrassé avant de l'enterrer et que pendant quelques temps leurs lèvres brûlaient. Mon père parlait de phosphore ». Ce récit est capital selon Vincent Reynouard, car si les Waffen SS du régiment « Der Führer » étaient démunis d'armes au phosphore, les Anglais, eux, parachutaient aux maquis des containers dans lesquels figuraient, au milieu d'armes et de munitions diverses, des grenades au phosphore.

A cela, il faut ajouter les douilles découvertes dans l'église. D'après le rapport de l'évêché de Limoges, « des centaines de douilles » furent retrouvées dans le lieu saint. Dans leur ouvrage déjà cité, Guy Pauchou et Pierre Masfrand évoquent « des quantités de douilles » de 9 mm avec inscrit sur le culot : « WRA 9 mm » (p. 96). Un forum de la Police dédié au tir sportif précise : « Il s'agit de munitions fabriquées aux États-Unis pendant la [Seconde Guerre mondiale] pour le compte de l'Angleterre. Destinées à être tirées exclusivement dans les PM [pistolets mitrailleurs] tels que la [mitrailleuse] STEN. Parachutées à destination des FFI pendant la [Seconde Guerre mondiale], elles ne doivent pas être tirées dans un Luger [P08] ou un [Walther] P38 ». Ces deux dernières armes étant allemandes (de calibre 9 mm), on en déduit que les Waffen SS n'utilisaient pas ces cartouches, même s'ils parvenaient à en saisir.

Dès lors, que venaient faire ces centaines de douilles américaines sur le sol de l'église ?

Bulletin d'abonnement à RIVAROL

NOM :
Prénom :
Courriel électronique :
Adresse :
Code postal :
Ville :
Pays :

Formule d'abonnement (cochez la formule choisie) :

- ☐ Trois mois : 40 €
- ☐ Six mois : 70 €
- ☐ Un an : 125 €
- ☐ Deux ans : 215 €
- ☐ Soutien 1 an : 175 €
- ☐ Propagande 1 an : 210 €
- ☐ A vie : 2 000 € (3 000 € avec l'abonnement à vie à *Ecrits de Paris*)
- ☐ Un an pour personnes en grande difficulté : 100 €
- ☐ Numérique : 80 € (150 € pour un abonnement papier et numérique)
- ☐ Prélèvement mensuel : 12 € par mois (15 € pour un abonnement à *Ecrits de Paris* en plus de celui de RIVAROL)

IBAN et BIC pour les abonnements par prélèvement mensuel.

Paiement possible par Paypal depuis le site : boutique-rivarol.com
ou par virement bancaire sur notre compte à la Banque postale :
IBAN : FR33 2004 1000 0104 5321 9K02 048
BIC : PSSTFR PPPAR

simple tag !

La réponse s'impose, selon Reynouard : elles venaient d'un dépôt clandestin de munition. Un dépôt de munitions aménagé sous les combles de l'église d'Oradour et qui a explosé ce 10 juin 1944.

Dans son livre, Vincent Reynouard apporte de nombreux éléments infirmant la thèse selon laquelle Oradour aurait été un village tranquille. D'après lui, Oradour était au contraire une base-arrière du maquis local. Sa plus belle découverte concerne un ancien aviateur britannique, Len Cotton. En 1946, un organe issu de la Résistance révéla que, pendant la guerre, des aviateurs alliés tombés en territoire ennemi avaient été pris en charge par deux réseaux d'évasion.

VILLAGE TRANQUILLE OU FIEF DE LA RÉSISTANCE ?

Un de ces réseaux, fondé par une jeune Belge de 22 ans, Andrée de Jongh, s'appelait "*Comète*" ou « *Comet Escape Line* ». Les aviateurs récupérés étaient conduits jusqu'en Espagne d'où ils pouvaient regagner l'Angleterre. Parmi eux figurait un certain Len Cotton. Le 25 novembre 1942, lors d'une mission, son avion fut touché au-dessus de Bordeaux et s'écrasa non loin de Confolens. Un article publié par le quotidien *Le Populaire du Centre* expliquait : « *Par chance, les réseaux de résistance interviennent. Les aviateurs anglais sont pris en charge par des paysans. Ils seront dirigés ensuite vers Oradour-sur-Glane où ils sont cachés durant trois jours dans le bourg. Les hommes de la RAF gagnent ensuite Limoges, Toulouse, Bilbao* ». Tout cela ressemblait fort à une évasion grâce au réseau Comète. Vincent Reynouard parvint à joindre Len Cotton.

Dans une lettre, l'aviateur lui donna des détails sur son séjour à Oradour. Après avoir été présenté à un prêtre, il était resté deux jours et demi caché dans... la sacristie de l'église, le temps d'attendre que le contact soit pris avec Andrée de Jongh. Il avait été nourri par... l'une des filles de Madame Rouffanche, surnommée "Danielle". Selon Reynouard, ces informations permettent de conclure qu'un maquis structuré existait bel et bien à Oradour, qu'il se servait de l'église avec la bienveillance du prêtre et que la famille Rouffanche y appartenait. On comprend aussi pourquoi un dépôt de munitions avait pu être organisé sous les combles ; le prêtre était complice. Enfin, et surtout, d'après Vincent Reynouard, ces faits permettent de comprendre pourquoi, après le drame, Marguerite Rouffanche « *accepta son rôle de faux témoin afin de cacher les véritables responsabilités dans ce massacre ; sa famille était fortement impliquée dans la Résistance* ».

Cela dit, une question reste posée : pourquoi les Waffen SS sont-ils venus à Oradour ce samedi 10 juin 1944 ? L'irruption des SS, ce jour-là, est liée, selon Reynouard, à l'enlèvement, la veille, par des maquisards de la région, d'un gradé allemand, Helmut Kämpfe. Une enquête rapide et les révélations de deux Français avaient aiguillé les recherches vers Oradour. Les SS vinrent donc dans le village, explique Reynouard, pour anéantir le PC, tenter de délivrer Kämpfe et, en cas d'échec, prendre des otages pour négocier ensuite un échange. Il n'était pas, il n'a jamais été question, selon lui, de massacrer la population du village. Agissant selon une procédure habituelle, les Waffen SS séparèrent les hommes des femmes et des enfants. A Oradour, les femmes et les enfants furent parqués dans l'église, où l'on pensait qu'ils seraient en sécurité, dit-il. Les hommes, quant à eux, furent parqués par petits groupes dans six granges et garages afin d'en faciliter la garde. Pendant ce temps, des Waffen SS fouillaient les maisons. D'après le rapport du juge allemand Detlef Okrent, la fouille permit la découverte de nombreux dépôts d'armes et de munitions. Mais nulle trace de Kämpfe. Alors que les

recherches se poursuivaient, vers 16 heures, une détonation retentit dans tout le village. L'église venait d'exploser. Plus tard, un rescapé qui s'était caché chez sa tante raconta : « *j'ai nettement perçu [...] une explosion en provenance de l'église, suivie d'une forte mitraille provenant de tous les coins du bourg* ». (voy. Jean-Jacques Fouché, *Oradour*, p. 155) Cette mitraille entendue de partout, c'étaient les Waffen SS qui, croyant en une attaque des maquis des environs, mitraillèrent les hommes dont ils avaient la garde.

Parmi les hommes fusillés, un seul rescapé est encore en vie aujourd'hui : Robert Hébras. Il est présenté comme « *celui qui, à 95 ans, a combattu toute sa vie les négationnistes en racontant son histoire* ». L'ennui est qu'on ne combat pas l'autre en racontant, de son côté, sa version. On le combat en confrontant les arguments lors d'un débat loyal.

LES GARDIENS DE LA MÉMOIRE REFUSENT TOUT DÉBAT

Ce débat, Vincent Reynouard le réclame depuis 23 ans, depuis la parution de son livre. Les gardiens de la Mémoire l'ont toujours refusé. Non seulement ils l'ont toujours refusé, mais ils ont véritablement persécuté Vincent Reynouard. Son ouvrage parut en mai 1997. Un véritable vent de panique souffla chez les gardiens de la Mémoire : sans attendre, ils déposèrent une « *motion d'urgence* » pour obtenir le plus rapidement possible la saisie du livre. Le 7 septembre 1997, le *Journal officiel* publia l'arrêté qui interdisait le livre (voy. le *Journal Officiel*, 7 septembre 1997, p. 13095). Parmi les motifs invoqués : l'ouvrage était « *d'inspiration étrangère* » en ce qu'il avait « *été rédigé à l'aide d'une documentation étrangère* » parmi laquelle un livre allemand déjà interdit en 1991. Outre que cet argument était faux (70 % des sources utilisées étaient françaises) il fallait en déduire que, sur Oradour, le ministère de l'Intérieur était en droit de dicter à l'historien les sources qu'il pouvait ou ne pouvait pas utiliser. Vous ne pouviez pas utiliser des sources étrangères, plus exactement des sources allemandes. Le ministre se rendait donc coupable de discrimination et d'entrave à la liberté de recherche ! Un comble ! En dernier lieu, l'ouvrage était qualifié de « *provocation à l'égard des résistants et des familles des victimes des crimes de guerre nazis commis à Oradour-sur-Glane* ». C'était poser comme principe et base certaine ce qui était précisément en discussion : y'avait-il eu « *crime de guerre* » à Oradour ? La question, la seule question, elle était là. Mais, selon Reynouard, « *la stratégie des menteurs inquiets est toujours la même : elle consiste à jouer l'outrage pour empêcher que certaines questions gênantes ne soient posées* ».

Face à cette censure éhontée, Maître Eric Delcroix réagit : agissant pour Vincent Reynouard, il introduisit une requête contre l'arrêté du ministre de l'Intérieur. L'arrêt rendu le 22 janvier 2002 lui donna la victoire. Avec bon sens, les magistrats de la cour administrative d'appel de Paris déclarèrent que « *si la situation très particulière régnant en 1939 pouvait justifier un contrôle renforcé desdites publications, un régime à ce point dérogatoire, discriminatoire et contraire à la liberté d'expression ne présent[ait] plus, dans les circonstances actuelles, le caractère d'une mesure nécessaire dans une société démocratique* ». La Cour concluait : « *l'arrêté attaqué du ministre de l'Intérieur du 2 septembre 1997 [...] est dépourvu de base légale* ». L'ouvrage de Reynouard était donc ré-autorisé sur le territoire français. Toutefois, les ennuis judiciaires de l'auteur ne faisaient que commencer.

2001: LES PERSÉCUTIONS JUDICIAIRES COMMENCENT

Fin 2000, Vincent Reynouard publia une cassette vidéo intitulée : « *Oradour, 50 ans de mensonges* ». Elle ne présentait qu'une

très petite partie des arguments développés dans l'ouvrage. Mais pour les gardiens de la Mémoire, c'était déjà trop. Utilisant leur technique habituelle, ils crièrent au scandale et orchestrèrent une campagne de presse. Le 1^{er} février 2001, *Le Parisien Libéré* déclara : « *Les réactions sont très vives en Limousin, que ce soit du côté des élus, de la population ou des anciens résistants. Le maire d'Oradour réclame l'interdiction de la cassette tandis que le sénateur [socialiste] Jean-Pierre Demerliat exige que des mesures soient prises contre ces initiatives révisionnistes. Quant aux descendants des familles entières disparues dans le massacre, ils ne trouvent pas leurs mots pour marqueur leur indignation.* » (p. 17) Le lendemain, la directrice du Centre de la Mémoire d'Oradour porta plainte. Onze jours plus tard, la représentante à Limoges de l'Association des Amis de la Fondation de la mémoire de la Déportation lui emboîta le pas. L'objectif était de multiplier les plaintes afin de mettre en branle au plus vite la machine répressive.

La manœuvre fut couronnée de succès : le 8 février 2001, agissant « *dans l'urgence* », le Préfet du département d'Oradour interdit la mise en vente, la distribution et la circulation de la vidéocassette révisionniste. Pour justifier son initiative, il invoquait « *l'urgence de prendre les mesures susceptibles de prévenir tout trouble à l'ordre public dans le département de la Haute-Vienne, provoqué par la diffusion de la vidéocassette intitulée "Oradour, 50 ans de mensonges" de M. Vincent Reynouard* ». Plus loin, le préfet répétait que la cassette était « *susceptible de troubler l'ordre public, tant dans la commune d'Oradour-sur-Glane que dans le département tout entier, du fait du contexte historique* ». Mais en vérité, toute la France était concernée. Car le préfet demanda au ministre de l'Intérieur « *la même interdiction sur tout le territoire national* ». Pour parvenir à leur fin, les gardiens de la Mémoire remuèrent ciel et terre. Ils en appelèrent au Premier ministre d'alors, Lionel Jospin, qui alerta le ministre de l'Intérieur. Un véritable branle-bas de combat national. A croire que, de Lille à Marseille, la cassette vidéo aurait menacé l'ordre public ! Là encore, la manœuvre fut couronnée de succès. Le 27 septembre 2001, le ministère de l'Intérieur prit un arrêté qui interdisait « *de proposer, de donner, de louer ou de vendre [la cassette] à des mineurs* », ainsi que « *d'en faire la publicité* ». Il s'appuyait sur une loi « *relative à la prévention et à la répression des infractions sexuelles ainsi qu'à la protection des mineurs* ». Oui vraiment, tout était bon pour tenter de réduire V. Reynouard au silence.

Dans un communiqué, Emmanuel Macron a dénoncé un acte "*inqualifiable*" à propos du tag peinturluré sur le centre de la Mémoire d'Oradour. Mais qui, dans cette affaire, n'a cessé d'agir au mépris de la justice et de l'équité ? Qui a toujours refusé le débat ? Certains répondront qu'accepter le débat serait faire de la publicité aux thèses révisionnistes. Or, le directeur du Centre de la Mémoire d'Oradour explique : « *Il ne faut pas donner de l'importance à ces gens-là, ni en faire de la pub. Il faut rester très prudent* ». Certes, cet appel à la prudence permet de refuser le débat ; mais cette crainte de faire de la publicité pour la thèse adverse résonne comme un aveu pour Vincent Reynouard. Car, note le chercheur, « *lorsqu'un contradicteur débite un tas de sottises, alors on n'hésite pas : on expose sa thèse au grand jour afin que tout le monde s'aperçoive du ridicule. Quand, au contraire, on cherche à museler un adversaire, c'est parce que la pertinence de ses arguments convainc. D'ailleurs, Robert Hébras l'avoue lui-même : "je sais qu'il y a énormément de révisionnistes". C'est clair : la thèse convainc. Alors que fait-on ? On lui oppose les "vives réactions de la classe politique" et "l'indignation générale" du public. A Oradour, des*



journalistes interrogent de simples visiteurs qui s'offusquent... Au pays de Descartes, l'opinion de ces gens qui ignorent le dossier devrait rester privée ».

TYRANNIE DE L'ÉMOTION ET VOCABULAIRE DE NATURE RELIGIEUSE

Mais nous vivons ce que Noël Mamère appelle la « *tyrannie de l'émotion* ». « *Nous voilà entrés, écrivait-il, dans la république de l'émotion, une république devant laquelle le bon peuple, comme au théâtre de Guignol, est amené à rire ou à pleurer, à applaudir ou à siffler, mais jamais à raisonner* ». (voy. Noël Mamère et Patrick Farbiaz, *La tyrannie de l'émotion*, 2008, p. 9). Cette tyrannie de l'émotion cache toutefois un phénomène bien plus grave. Peu après la découverte de l'inscription révisionniste, le Président du Conseil départemental de la Haute-Vienne, Jean-Claude Leblois, a déclaré : « *j'ai demandé immédiatement au président du Centre de la mémoire de saisir la justice face à cet acte abject qui insulte les valeurs de la République* ». Qui insulte les valeurs de la République ? Rappelons à M. Leblois ce que la morale républicaine enseignait aux élèves à la fin du XIX^e siècle : « *Plus une vérité nous paraît fondamentale et importante pour la conduite de la vie, plus nous devons chercher à la répandre, mais par l'enseignement, par la plume, par la preuve enfin, jamais par la force. La libre discussion est d'absolue nécessité dans l'ordre des croyances qui se démontrent et qui se discutent* ». L'insulte aux valeurs de la République (si l'on se fie à la morale républicaine, certes hypocrite, du XIX^eème) n'est pas le graffiti peinturluré sur le Centre de la mémoire d'Oradour, mais le refus obstiné du débat de la part des gardiens de la Mémoire. Ou alors il faut admettre que le drame d'Oradour ne figure pas parmi les affaires « *qui se démontrent et qui se discutent* ». Ce serait une croyance de nature religieuse. Et c'est bien le cas. Lorsque la grande presse parle de "*profanation*", lorsqu'elle évoque le « *village martyr profané* », lorsqu'elle dénonce un « *acte sacrilège* », le message est limpide : Oradour relève du religieux, du sacré, donc de l'indiscutable.

Oradour est une facette de la nouvelle religion d'État : la religion antifasciste. Dans le cadre de cette fausse religion, les révisionnistes sont les nouveaux hérétiques à traquer sans pitié. Voilà pourquoi peu après la découverte de l'inscription révisionniste, le ministre délégué aux Transports, ancien député de la Haute-Vienne, s'est rendu à Oradour et a lancé : « *Tous les moyens de l'Etat sont mobilisés pour intercepter le plus rapidement possible le ou les auteurs de cet acte ignoble* ». Et le ministrucule d'ajouter : « *Il y a une totale détermination du gouvernement à traquer les responsables et à les retrouver !* » Quel courage ! Quel héroïsme !

Ajoutons que depuis l'annulation de la condamnation de Vincent Reynouard à deux ans de prison dont six mois ferme par la cour de cassation en 2005 au motif que le chercheur ne se livrait à aucune apologie de crime de guerre mais à une simple contestation de crime de guerre, alors non punie par le code pénal, le législateur a ajouté, en 2017, dans le cadre de la loi Gayssot, un nouveau délit passible lui aussi d'un an de prison ferme et de 45 000 euros d'amende : la contestation publique d'un crime de guerre. Comme quoi les gardiens de la Mémoire ont bien tout cadenassé, tout verrouillé.

Jérôme BOURBON.

La lamentable fuite à l'étranger de Jean-Charles

JEAN-CHARLES d'Espagne, ancien roi d'Espagne (1975-2014), ancien (faux) héros d'un roman national du dernier quart du vingtième siècle, celui du « *roi restaurateur et défenseur de la démocratie* », très diffusé à l'étranger, a donc pris la fuite pour échapper à la justice de son pays. Ce faux héros a donc agi comme un vulgaire maffieux, renseigné à temps par ses amis stratégiquement bien placés... Quelle chute ! Pour un analyste lucide, elle n'a pourtant rien de surprenant, et correspond assez à sa psychologie et à ses actions réelles passées. Mais nous avons toutefois appris des choses, toutes accablantes, pour cette fausse idole.

UN FAUX HÉROS DÉCHU S'EXILE AUX EMIRATS ARABES UNIS !

Jean-Charles, en espagnol Juan-Carlos, mais nous suivons l'usage de traduire les noms de souverains, avait déjà abdiqué en faveur de son fils Philippe, suite à une baisse spectaculaire de sa popularité, en 2014. Lui avaient été reprochées, déjà, des affaires financières douteuses, et une chasse à l'éléphant en compagnie de sa maîtresse danoise, le fait de chasser l'éléphant, par pure chasse récréative, étant ce qui avait choqué (en 2012). Il avait voulu s'accrocher durant deux ans à sa fonction, avant de finir par céder à des pressions énormes de son entourage, afin d'assurer en particulier la succession dynastique. D'aucuns voient donc dans son comportement actuel une forme de terrible vengeance sénile contre ses proches.

Ainsi, avec la complicité manifeste du gouvernement socialiste Sanchez, qui ne s'en est certes pas vanté, mais la chose est hors de doute, Jean-Charles s'est donc enfui à l'étranger afin d'éviter les ennuis annoncés avec la justice espagnole. Si le gouvernement avait été aux mains de la fausse droite du Parti Populaire, qui aurait eu la même attitude, alors toute la presse progressiste aurait hurlé au scandale. Là, elle a été muette ou presque.

De nombreux enquêteurs avaient monté des dossiers très sérieux contre lui, pour « corruption », il en avait été informé — contrairement bien sûr au justiciable moyen —, et il a donc pris la décision de s'exiler chez ses amis, les émirs du Golfe, à Abou Dhabi précisément. Il avait eu l'occasion de sympathiser avec eux au fil des décennies précédentes, durant son règne. L'image de cet exil doré, car il est évidemment accueilli dans des conditions somptueuses, avec tout l'art de l'hospitalité orientale et le goût de l'excès ostentatoire des émirs du pétrole, est évidemment médiatiquement catastrophique. L'impression donnée est d'autant plus calamiteuse que la justice espagnole soupçonnait très fortement le versement antérieur de sommes très importantes en provenance de ces pays au profit des comptes personnels du monarque ; et ce pour des tâches peu évidentes ou inavouables, et non déclarés au fisc espagnol...

JEAN-CHARLES I^{er}, UN TRÂTRE ABSOLU QUI A DÉTRUIT SON PAYS

Jean-Charles, né en 1938, avait été désigné par étapes dans les années 1950-60 comme son successeur par le Caudillo Franco. Franco avait tenu à la double légitimité, celle de son régime, le Mouvement, et celle de la monarchie historique, en choisissant un fils du prétendant en exil, libéral avancé convaincu, fils du dernier roi régnant Alphonse XIII (exilé volontaire en 1931, guère courageux face à la menace républicaine). Jean-Charles était-il le roi légitime, du moins après la mort de son père, dans la famille des Bourbons d'Espagne ?

A titre personnel nous ne le croyons pas, tenant plutôt pour la branche du duc d'Anjou, roi légitime de France et d'Espagne, victime de la renonciation personnelle — et donc



n'impliquant pas sa descendance — au trône espagnol d'un ancêtre physiquement handicapé. Toutefois, il faut bien reconnaître que la très nette majorité des monarchistes espagnols avait vu en Jean-Charles le candidat légitime au trône, avait espéré son avènement, et a chanté obstinément ses louanges durant des décennies de règne, en dépit de toutes ses actions révoltantes.

Le Mouvement, plutôt que Phalange — composante mise en sommeil dans les années 1950 —, a été conservateur, patriotique, autoritaire. Ce patriotisme a correspondu évidemment à un attachement à l'unité de l'Espagne, contre tous les séparatismes. Cependant, il n'y avait nul fascisme dans son régime, plus libéral, dans sa pratique et ses principes que ce que la vulgate postérieure ou son opposition républicaine d'alors ont bien voulu en dire ; il y a eu des référendums sous Franco ; et les pratiques démocratiques étaient envisagées comme inévitables, voire désirables, sur le long terme. Ce long terme aurait correspondu à une maturité collective des Espagnols, qui leur épargnerait de tomber dans les griffes des démagogues promettant la lune et risquant de détruire l'Espagne en s'ouvrant politiquement aux séparatismes. C'est pourtant exactement ce qui est arrivé après 1975. Il y a une part de libéral-conservateur du XIX^e siècle chez Franco, comme chez Pétain, et il ne faut pas se tromper à leur sujet.

Franco avait-il bien veillé à la formation de Jean-Charles ? Il avait pensé qu'une éducation militaire conviendrait particulièrement, afin de se former le corps et l'esprit, et de partager le patriotisme espagnol fondamental des casernes et des écoles militaires de l'époque. Franco avait peut-être été un peu naïf à ce sujet ; il est à craindre que Jean-Charles n'ait appris non seulement la débauche d'un certain milieu militaire, mais beaucoup plus de libéralisme que souhaité par le Caudillo. La Révolution des Œillets dans le Portugal voisin, au régime conservateur salazariste assez semblable au franquisme, est après tout partie en avril 1974 de jeunes officiers, gangrenés de marxisme.

Jean-Charles, nettement socialisant, sinon franchement socialiste et marxiste, à la mode de sa jeunesse en Europe dans les années 1950-60 et par la suite, n'a donc, en dépit d'apparences superficielles, probablement pas reçu la meilleure éducation. Franco, qui en était issu, avait placé une confiance trop naïve dans l'institution militaire. Beaucoup de conservateurs, d'un caractère franc et loyal, ne comprennent pas la duplicité perverse des gauchistes. Précisons que Franco n'avait nullement conspiré à l'été 1936, mais rejoint *in extremis* une action militaire déjà commencée, afin de sauver l'Espagne. Après la victoire en avril 1939, avait été maintenu un régime autoritaire, jusqu'à sa mort en 1975, afin de sauver l'Espagne du retour des marxistes et des séparatistes. C'était une hypothèse très crédible en cas de restauration démocratique dès 1946 ou 1956, suivant des discussions de l'époque, y compris jusqu'au plus haut niveau. Outre la sagesse politique de Franco, les exigences des libéraux-démocrates, pressentis pour participer à des scrutins concurrentiels, demandant et le départ de Franco et la libre-propagande et participation électorale des marxistes et séparatistes, ont épargné à l'Espagne un probable naufrage plus précoce.

Jean-Charles a eu jusqu'à l'automne 1975 la prudence hypocrite de donner toutes les apparences devant satisfaire Franco. Il a juré à de nombreuses reprises vouloir perpétuer son régime, déclarant y adhérer librement.

Franco est probablement mort heureux, et confiant en l'avenir de son régime. Les anecdotes édifiantes à propos d'un Franco d'une triste lucidité résignée sur Jean-Charles nous semblent apocryphes, et ne seraient pas du tout à la gloire du Caudillo : que n'aurait-il agi alors, et désigné un successeur royal plus conforme aux intérêts supérieurs de l'Espagne ?

Jean-Charles a tout saboté dès l'hiver 1975-1976. Avec une rapidité étonnante, sous la direction de son chef indigne, toutes les institutions franquistes se sont dissoutes d'elles-mêmes. Cela illustre la bêtise des tempéraments conservateurs, qui obéissent à tous les ordres, pourvu qu'ils viennent d'une hiérarchie reconnue, et la faiblesse idéologique du Mouvement. Que défendre ? Une démocratie demain ? Pourquoi pas tout de suite, comme l'a proclamé Jean-Charles en 1976, démarche très vite validée par le dernier parlement franquiste puis par référendum populaire.

Œuvre essentielle, à dessein contradictoire et illisible, la constitution espagnole de 1978 a consolidé une démocratie selon les normes onusiennes et européennes des années 1970 ; elle a instauré un fédéralisme de fait, du moins au profit des régions tentées par le séparatisme, comme le Pays Basque ou la Catalogne. Loin de d'assurer un apaisement des tensions séparatistes, cette reconnaissance constitutionnelle, évidemment toujours très insuffisante pour les séparatistes, a conduit sur le long terme au renforcement de ces mouvements. L'unité de l'Espagne est plus que jamais menacée à l'été 2020, avec une tentative de sécession de la Catalogne toujours en cours, même si elle ne s'est pas matérialisée dans les faits.

Le règne de Jean-Charles a été l'occasion de transformations économiques et sociales majeures de l'Espagne. Sur le plan économique, si l'équipement du pays a nettement progressé, il faut bien le reconnaître, le chômage a explosé dans le temps long. La fausse prospérité du début des années 2000 a tenu à une bulle spéculative immobilière, explosée en 2008, dont l'Espagne n'arrive toujours pas à sortir.

Des officiers franquistes, conscients de la mauvaise route prise par le pays, ont tenté de corriger les choses par une tentative de coup d'Etat militaire en 1981. Jean-Charles a tout fait pour contrecarrer ce mouvement, qui s'est effondré de ce fait en quelques heures, les militaires espagnols refusant en masse de désobéir au roi. Parfois, les militaires doivent savoir désobéir. C'est en effet difficile, et nulle armée ne tiendrait si la mutinerie était considérée comme chose normale, mais il y a des circonstances où l'intérêt national évident doit l'emporter sur des ordres formels d'un pouvoir mauvais ; c'est ce qu'avait compris Franco à l'été 1936, et ce que n'ont pas compris la grande masse des officiers espagnols de 1981.

A l'explosion du chômage et du séparatisme, se sont ajoutés d'autres maux graves pour l'Espagne : l'effondrement de la natalité et des valeurs morales et familiales, l'effondrement du catholicisme, dès les années 1970, et l'immigration de masse, à partir des années 2000. Les Arabes sont de retour, par millions, en Espagne ; toute la gauche culturelle s'en félicite, alors qu'il n'y a vraiment pas de quoi, au contraire. Quant aux immigrés d'Amérique Latine, nombreux aussi, ils sont certes parfaitement hispanophones, en partie culturellement proches, mais en partie seulement, et importent des pays d'origine des questions raciales incon nues jusque-là en Espagne, du moins depuis l'expulsion des Morisques — problème religieux et racial — au début du XVII^e siècle.

L'intégration dans la CEE (depuis 1986), puis l'Union Européenne, si elle a favorisé le développement des infrastructures et des services financiers, n'a pas amené pour autant, bien au contraire, la prospérité générale. L'euro, comme en Italie ou en France, a pénalisé lourdement l'industrie espagnole. Surtout, l'Union Européenne a favorisé dans

le temps long les séparatismes et l'invasion migratoire. Les choses ont été faites avec beaucoup d'hypocrisie ; Bruxelles n'a pas reconnu par exemple la proclamation de l'indépendance catalane, mais par ses propositions de médiation orientée, fait tout pour la favoriser.

UN HOMME LAMENTABLE, DÉPRAVÉ ET CORROMPU

Désormais, la presse internationale ne sent plus tenue de louer de façon la plus ridicule, sans aucune critique, un roi instaurateur et sauveur de la démocratie en Espagne. Elle ose dire la vérité sur ce qu'elle savait depuis longtemps. Jean-Charles a eu une vie de satrape depuis 1976, à l'opposé du roi sobre et consciencieux qu'il avait prétendu incarner.

Il a vécu dans le très grand luxe, alors que la liste civile, ostensiblement modeste et très contrôlée, en principe, par les Cortès, ne le permettait absolument pas. C'est un indice infailible que connaissent tous les policiers pour repérer les délinquants, ceux qui mènent un train de vie hors de toute proportion avec les revenus officiellement déclarés au fisc. C'est ce constat qui avait fait condamner le célèbre gangster de Chicago Al Capone. *A priori*, et c'est heureux, Jean-Charles n'a fait tuer personne pour assurer ses affaires, mais sa malhonnêteté est hors de doute. Il a monnayé son influence, cette fautive influence si louée par ses thuriféraires dans les années 1980-90, dont beaucoup de nos amis royalistes qui tenaient absolument à discerner quelque « *modèle espagnol* ».

La lumière sera-t-elle jamais faite sur les milliers et les milliers de contrats de construction en Espagne, des immeubles, aux voies ferrées et aux autoroutes, source, de notoriété publique, de corruption massive ? Cette dernière a touché tous les partis historiques de la nouvelle démocratie, en particulier la fausse droite du Parti Populaire (PP), comme le Parti Socialiste (PSOE), qui ont alterné aux affaires au fil des décennies. Mais la justice n'aurait-elle condamné que des lampistes ?

S'il était resté en Espagne, Jean-Charles aurait pu tomber, ses procès mettre bien des turpitudes à jour. Le régime aurait été certainement ébranlé, la monarchie comme la classe politique en place, avec tous leurs complices dans les élites financières. Beaucoup, à commencer par Jean-Charles, ont pu se retrouver dans la franc-maçonnerie, qui a veillé à enrichir ses membres, tout en détruisant l'Espagne par ses idées.

Enfin, le roman d'amour avec la reine Sophie avait été une mise en scène pure. Jean-Charles a accumulé les maîtresses de façon pathologique. Les media internationaux parlent de milliers de maîtresses de son adolescence militaire à son époque actuelle de grand vieillard libidineux ; certains en ont compté jusqu'à 5 000. A ce niveau, c'est probablement excessif, mais plusieurs centaines sont désormais assurées. Il aurait entretenu ces créatures successives grâce à l'argent de la corruption. On attend le scandale suivant, celui des enfants naturels. Il est improbable qu'il n'y en ait eu aucun. On les imagine entretenus eux aussi par la corruption, ou le détournement de fonds publics. En attendant, il passe son exil doré en compagnie de sa dernière maîtresse, et non avec sa femme restée en Espagne.

Décidément, ce faux héros de « roi démocratique » possède absolument tous les vices, dont il ne faut pas oublier l'hypocrisie et la dissimulation, pas les moindres.

VERS LA FIN DE LA MONARCHIE ET DE L'UNITÉ ESPAGNOLE ?

Cet épisode tragicomique de la fuite de Jean-Charles dans les Emirats Arabes Unis affaiblit considérablement la monarchie espagnole. Celui qui l'incarne depuis 2014, son fils le roi Philippe VI, est une personnalité terne, semble-t-il,

d'Espagne

lui au moins honnête — contrairement à de nombreux membres de sa famille — ; cette seule qualité passive, du reste à démontrer au point où l'on en est, s'avérerait insuffisante pour le maintenir à la tête de l'Etat en cas de turbulence politique un peu forte. Il serait dominé par son épouse, la reine Letizia, ancienne journaliste de télévision de gauche, divorcée, athée — malgré une conversion opportune de façade —, féministe, au fond républicaine... Elle a insisté pour mettre au point un scénario où la fille succéderait à son père ; certes, il y a eu des précédents en Espagne, très valables comme Isabelle Ière — libératrice de Grenade, commanditaire de Colomb en 1492 — ou calamiteux comme Isabelle II — à la réputation de Messaline, chassée par son peuple en 1868 —. Mais ce n'est pas la « loi de race » comme on disait au XIX^e siècle, celle des Bourbons, venus de France, obéissant en principe à la Loi Salique — chose précisée par le premier Bourbon Philippe V —. En outre, s'il a pu exister des femmes fortes, comme Isabelle Ière ou Jeanne d'Arc, ce n'est vraiment pas la norme. Un homme

combatif est en principe plus à même de faire face aux temps difficiles.

Il suffirait d'une vague d'agitation de la gauche espagnole, du Parti Socialiste ou de Podemos — néocommuniste, correspondant de la France Insoumise —, emportant les élections sur ce programme, pour abolir la monarchie en Espagne. Elle ne trouverait plus guère de défenseurs.

La monarchie n'a de sens que si elle sert vraiment l'Etat. Jean-Charles a un bilan absolument calamiteux en la matière. Et Philippe ou sa famille sont incapables de redresser les choses. Au contraire, la monarchie espagnole "moderne" est une contradiction dans les termes, car quoi de plus traditionnel en principe qu'une monarchie ? Et d'un monarque socialiste, féministe, immigrationniste, islamophile, sioniste, on ne voit guère l'intérêt pour l'Espagne.

Une des conséquences directes de la fin de la monarchie serait l'abolition de fait de la constitution de 1978, car elle ne prévoit pas d'hypothèse d'abolition de la monarchie. Ce serait l'occasion pour les séparatistes, en Catalogne et au Pays Basque, et peut-être ailleurs — en Galice ? —, d'arracher leur indépendance. Ce serait l'explication profonde et réelle, du fait que, pour l'instant, les socialistes revanchards enragés qui ont déterré le Caudillo n'ont pas encore aboli la royauté. Mais les

choses pourraient changer, et ce danger se réaliser. En effet, comme les socialistes ne promettent plus depuis longtemps la Révolution prolétarienne, ou même de grandes lois sociales, plus même « d'avancées sociétales » — l'Espagne a même été en pointe sur le prétendu mariage homosexuel —, ils pourraient finir par adopter un programme républicain pour mobiliser leurs électeurs.

Les séparatistes basques et catalans, très opposés à la personnalité castillane fondamentale de l'Espagne — legs historique indéniable, qu'on l'apprécie ou non —, sont en revanche ouverts à tous les vents des pires idées immigrationnistes et islamophiles. En cas de succès des séparatistes, le chaos ethnique serait assuré ou presque dans leurs régions, et pas de la part de loyalistes envers Madrid.

Il n'en reste pas moins que cette situation démontre peut-être par l'absurde l'utilité de la monarchie, même hélas indigne et agonisante, pour assurer l'unité des Etats. Ce qui est pour l'instant encore vrai de l'Espagne, l'est aussi pour la Belgique et le Royaume-Uni. Les séparatistes sont majoritaires en Ecosse et en Flandre actuellement, sur une même ligne cosmopolite et européiste.

Enfin, on ne peut s'empêcher de rêver à ce qu'aurait pu être l'Espagne avec un grand roi, au lieu du lamentable Jean-

Charles, qui aurait fait exactement le contraire. Il aurait pu restaurer les idéaux de la Phalange de José-Antonio Primo de Rivera, abandonnés sous le franquisme tardif, et repris la construction d'une Espagne, une, grande, libre. Il y aurait sûrement eu une émigration nombreuse des républicains, socialistes, ou libéraux convaincus, des séparatistes, mais l'Espagne s'en serait mieux portée. De même, une industrie espagnole aurait pu continuer à fleurir dans un espace économique protégé, chose impossible dans la CEE, puis l'Union Européenne. Il aurait probablement fallu s'éloigner des Etats-Unis aussi, ne jamais intégrer l'Otan, mais il n'en aurait résulté que du bien pour l'Espagne. Une Espagne nationaliste serait un modèle pour tous les nationalistes d'Europe, et probablement une base de repli et de soutien. Il y aurait une uchronie passionnante à écrire sur ce qui aurait pu advenir s'il n'y avait pas eu Jean-Charles, mais un roi énergique, consciencieux, bien formé idéologiquement, possédant des convictions phalangistes fermes. Ce rêve est tout le contraire du cauchemar intégral dans lequel Jean-Charles a plongé l'Espagne, et dont elle risque, à vue humaine, de ne pas se relever.

Scipion de SALM.

Les Emirats arabes unis ont reconnu officiellement l'entité sioniste

NOUS avions annoncé il y a quelques semaines dans RIVAROL, parmi les explications possibles au fait que Netanyahu ait renoncé temporairement à proclamer le 1er juillet 2020 avec Trump l'annexion de la Vallée du Jourdain à l'Entité Sioniste, la possibilité d'un accord diplomatique majeur imminent avec des pays arabes, en particulier des émirats du Golfe. C'est exactement ce qui est advenu au mois d'août 2020 : les Emirats Arabes Unis ont officiellement reconnu le 13 août l'Etat sioniste qui se dit "Israël". Un tel acte aurait été impossible en cas d'annexion officielle de la Vallée du Jourdain quelques semaines plus tôt, du fait de la vague d'indignation qui aurait eu lieu dans le monde arabe.

LES EMIRATS ARABES UNIS ET LA PALESTINE

C'est d'ailleurs la justification avancée par Abou Dhabi : cet accord serait le meilleur moyen concret d'améliorer le sort des Palestiniens. Aucune guerre, aucun blocus, commercial ou moral, n'a réussi jusque-là à faire reculer la pénétration sioniste en Palestine. Toutefois, il y a là un mensonge manifeste évident : quelles avancées concrètes pour les Palestiniens résulteraient de cet accord ? Absolument aucune. L'Entité n'a évacué aucun territoire dans la Cisjordanie palestinienne, ni dans la Vallée du Jourdain, ni ailleurs. Le blocus sioniste permanent des multiples enclaves palestiniennes n'a pas été levé. La colonisation n'a nullement été ralentie. Netanyahu a tenu à rassurer le lobby des colons inquiets : strictement rien ne sera changé aux programmes en cours. Netanyahu, s'il n'est pas toujours en pointe dans le discours maximaliste sur la colonisation de la Cisjordanie, tient à peu près toujours ses promesses envers les colons. C'est d'ailleurs sa vision de l'Entité Sioniste, un espace entièrement dominé de la Mer Méditerranée à la Vallée du Jourdain, avec quelques enclaves palestiniennes réduites, emmurées au sens propre à moyen terme, dans les collines de Judée-Samarie. Il désire probablement aussi faire partir à long terme les populations palestiniennes, en leur rendant la vie impossible sur des décennies, mais sans le dire ouvertement.

Les dirigeants des Emirats Arabes Unis sont bien sûr lucides sur la situation des Palestiniens. Ils n'y sont manifestement

pas sensibles, même s'ils prétendent le contraire, et ont payé des Palestiniens en exil, qui ne représentent qu'eux-mêmes, pour faire leur propagande. Tant le Hamas que l'OLP, pour une fois parfaitement d'accord, les ont qualifiés de "traîtres". Les autorités palestiniennes, tant à Ramallah qu'à Gaza, ont dénoncé cette "trahison" d'un pays arabe. En principe, tous les pays arabes sont unis pour soutenir la Palestine, et refusent donc de reconnaître l'Entité Sioniste, tant qu'elle-même n'aura pas pleinement reconnu un Etat palestinien couvrant Gaza et l'intégralité de la Cisjordanie, ce qui, remarquons-le, n'est pas du tout une exigence maximaliste. Ce front commun théorique a déjà été plus que fissuré dans les années 1970 et 1990, avec les reconnaissances officielles de Tel-Aviv par l'Egypte et la Jordanie. Dans les faits, de nombreux pays arabes ont, durant ces dernières décennies, entretenu des relations officielles très correctes avec l'Entité Sioniste, du Maroc à l'Arabie Séoudite, mais surtout sans briser le tabou de cette reconnaissance officielle. Cette dernière avait été jugée impossible par les diplomates arabes les mieux disposés du fait de la dégradation continue de la situation des Palestiniens entre Méditerranée et Jourdain.

UNE ALLIANCE CONTRE L'IRAN

Le véritable enjeu pour Abou Dhabi est de cimenter une alliance solide, ce qui passe par la reconnaissance officielle, avec la principale puissance militaire de la région — non en nombre d'hommes, de loin, mais en efficacité —, l'Entité Sioniste. Cette alliance est dirigée, sans que ce soit dit explicitement, mais la chose est limpide, contre la République Islamique d'Iran. Les Emirats Arabes Unis ont des contentieux territoriaux importants avec l'Iran dans le Golfe Persique, dans des eaux riches en pétrole et en gaz. Cette hostilité se conçoit, même si paradoxalement les relations commerciales avec l'Iran n'ont pas toujours été mauvaises, les ports et banques émiratis servant, du moins jusqu'à récemment, à contourner les embargos états-unis.

Le motif de la détestation de l'Entité Sioniste pour l'Iran est moins évident : les deux pays ne sont pas voisins, n'ont donc pas de contentieux territoriaux ; la cause la plus rationnelle serait à situer dans le Hezbollah, milice chiite libanaise, au vrai potentiel de nuisance armée face à l'Enti-

té, largement financé et armé par le grand frère chiite iranien. A quoi s'ajoute l'obsession irrationnelle de Netanyahu, formulée constamment depuis 1989, sur la dangereuse imminence d'une bombe atomique iranienne. Celle-ci n'existe toujours pas en 2020 ; et en outre, pourquoi l'Iran, Etat multimillénaire, serait plus illégitime à détenir cette arme que des Etats récents comme le Pakistan — voisin oriental de l'Iran — et l'Entité Sioniste ?

Enfin, le résultat est une vraie alliance contre l'Iran, avec des échanges entre les deux armées. Du fait de ressources financières considérables, et bien gérées, les Emirats Arabes Unis, petit Etat, disposent d'une armée redoutable, bien équipée et entraînée ; elle a été sur le terrain au Yémen beaucoup plus efficace que son homologue séoudienne. Les entreprises d'armement de pointe de l'Entité Sioniste ont signé immédiatement de nombreux contrats avec l'armée émiratie, en particulier dans leur domaine d'excellence qu'est la guerre électronique. Implantée en face de l'Iran, des "conseillers" techniques sionistes pourraient aussi très bien espionner l'Iran, chose bien sûr non avouée officiellement.

DES LIENS CLAIRS AVEC LA POLITIQUE INTÉRIEURE ET EXTÉRIEURE DES ETATS-UNIS

Les Emirats Arabes Unis ont aussi probablement voulu soutenir le président Donald Trump, en campagne, et en difficulté. Trump a été en pointe dans le soutien à l'Entité Sioniste et aux monarchies arabes du Golfe, et a mené une politique agressivement anti-iranienne, en déclenchant une guerre économique contre cet Etat. Les dirigeants émiratis craignent une victoire de Biden, qui pourrait signifier un retour à la politique de conciliation, conciliation du reste limitée et relative, du président démocrate précédent, Obama, envers l'Iran. Ce n'est d'ailleurs qu'une possibilité. La politique internationale de Trump a été hélas bien différente de l'isolationnisme prudent affiché durant sa campagne de 2016 ; et Biden demeure particulièrement flou ; sa campagne consiste à en faire ou à en dire le moins possible, afin de ne contrarier personne, et de jouer sur le seul rejet de Trump. Mais les dirigeants du Golfe préfèrent manifestement Trump.

Cette reconnaissance des Emirats Arabes Unis sera-t-elle isolée, ou la première



d'une série de reconnaissances massives ? La diplomatie officielle de Washington aimerait déclencher un tel mouvement. Le lobby sioniste serait particulièrement ravi à la veille des élections de novembre. Le ministre des Affaires étrangères Pompeo s'est déplacé en personne, dans une grande tournée fin août 2020 dans tous les pays arabes pressentis, soit le Soudan, Oman et Bahreïn ; tous ont refusé, tant la méthode est maladroite. Reconnaître l'Entité Sioniste, détestée par les populations arabes, suite à un diktat états-unien explicite, accompagné d'un chantage aux aides financières ou militaires, ce serait peu digne. Ce sont tous des Etats considérés comme faibles ou en difficulté, donc susceptibles de plier. Bahreïn est en outre une dictature de la minorité sunnite, qui se sent menacée par la majorité chiite, réputée à tort ou à raison proche de l'Iran pour des motifs religieux ; il pourrait d'autant plus suivre le raisonnement anti-iranien amenant à un rapprochement avec Tel-Aviv. C'est le maillon le plus faible de cette chaîne, mais pour l'instant, il a tenu.

QUELLES PERSPECTIVES ?

La grande question est l'attitude de l'Arabie Séoudite. Une telle reconnaissance de l'Entité Sioniste a été jugée trop dangereuse pour la dynastie. Le roi Salmane aurait sur ce point résisté à son fils Mohammed Ben Salmane, qui dirige le pays en son nom, fermeté qui serait des plus rares. Mais elle n'est pas exclue pour autant d'ici quelques années, après la consolidation de sa position politique intérieure par le prince Mohammed — très contesté pour son libéralisme autoritaire —, peut-être après son avènement comme roi.

Cet événement n'est toutefois pas anodin. Il marque l'enracinement de l'Entité Sioniste dans la région, et c'est une très mauvaise nouvelle pour les Palestiniens.

S. de S.

La révolte gronde contre les muselières du mondialisme

JE NE SAVAIS pas qu'il y avait en France autant de "veaux", pour parler comme jadis Charles De Gaulle ! Quand je vois tous ces guignols arborant leur muselière, j'ai peine à croire que les Français soient encore « *le peuple le plus intelligent de la terre* », comme disait en son temps François-Marie Arouet, dit Voltaire (1694-1778), mais le même chenapan disait aussi que « *le peuple ressemble à des bœufs, à qui il faut un aiguillon, un joug, et du foin* », idée dont se souvient le plus notre ignoble Emmanuel Macron quand il s'obstine à affubler les Français d'une muselière qui ne leur va pas du tout et qui les rend tous interchangeables sans le moindre sourire, ni la moindre expression.

LES MASQUES : DES NIDS À VIRUS ET À BACTÉRIES

L'on rencontre ainsi dans nos rues des spectres, sans visage et sans âme, des individus qui ont oublié ce que c'est qu'être en bonne santé : ils se sont laissés confiner pendant plus de deux mois et ils mettent aujourd'hui des muselières qui leur donnent une mauvaise aération, une mauvaise oxygénation. Or la généticienne M^{me} Alexandra Henrion-Caude⁽¹⁾, directrice de recherche à l'Inserm, affirme catégoriquement que « *nous avons, quand nous sommes en bonne santé, la capacité de faire face à, à peu près, tous virus, bactéries, pathogènes. Nous avons notre système immunitaire, notre capital santé, le système de défense qui nous a été donné pour les combattre.* »

Mais les personnes qui ne s'aplatissent pas devant le génie des masques de carnaval sont ignorées des *media*. Ne parlent à la télévision que des bavards débiles qui disent tous, tout le temps, la même chose et qui semblent croire que les masques sont notre seul moyen de salut contre une mythique deuxième vague de coronavirus que l'on nous annonce tous les mois, mais qui n'arrive jamais... Les chaînes dites d'information distillent un ennui irrésistible, faisant parler des quidams que les masques rendent incompréhensibles et qui ne disent docilement que ce qu'on leur met dans la tête depuis plus de six mois au sujet du besoin de se protéger. J'ai, pour ma part, décidé de ne plus regarder ces émissions qui ne sont plus des informations, mais du bourrage de crânes.

Sur les masques, M^{me} Enrion-Caude dit encore : « *Si je vous disais : Prenez un mouchoir, crachez deux ou trois fois sur celui-ci et maintenant, vous le gardez pendant deux ou trois heures sur votre nez ! Vous ne le feriez pas, car vous avez encore quelque bon sens, n'étant pas atteint par cette folie collective qui nous mène droit dans le mur* ». Et dire que c'est exactement ce qu'on va faire aux enfants des écoles dès onze ans (certains disent même dès six ans !) en leur imposant, aux frais de leurs parents, cet instrument de torture à partir de la rentrée cette semaine. Honte à Jean-Michel Blanquer !

LA TERREUR À L'ORDRE DU JOUR

« *Sur cette gestion de crise*, dit encore M^{me} Henrion-Caude qui, elle, sait de quoi elle parle, *je ne comprends pas pourquoi on en fait autant [...]. On peut raisonnablement se mettre à douter du mot même de pandémie quand on voit que, finalement, au niveau mondial, à mois équivalent sur les autres années, nous n'avons pas assisté à la surmortalité qui était attendue pour une pandémie.* » Telle est la vérité que nos hommes politiques s'obstinent encore à nous cacher : le coronavirus est un virus de moyenne nocivité, l'épidémie est maintenant terminée depuis longtemps, mais nos pignoufs macroniens et mondialistes,

pour des raisons *idéologiques et nullement sanitaires*, ont intérêt à entretenir le climat de terreur qui rend les populations entièrement soumises. Un de ces jours il faut nous attendre à nous entendre dire comme le sinistre 5 septembre 1793 : « *La Terreur est à l'ordre du jour* ».

Tous les médecins peuvent constater qu'on est très loin des niveaux de circulation virale qu'on connaissait au moment du confinement (contrairement à ce que l'on entend souvent). Il y a une augmentation de cas, parce qu'on teste beaucoup la population et on trouve effectivement des gens porteurs *mais non-malades*. Le gouvernement joue sur la confusion entre sujets *positifs*, qui ont été en contact avec le virus et s'immunisent tranquillement, et sujets *malades*. Parce que nous sommes face à une épidémie qui n'en est pas une, on peut parler d'une épidémie de « *porteurs du virus* » mais qui ne sont pas malades. Quand une épidémie ne tue plus, elle est finie : telle est ce qu'un enfant de cinq ans peut comprendre. Le coronavirus a tué cette année moins d'hommes que la grippe, il est moins mortel que la tuberculose qui, elle, sévit toujours ; l'épidémie de Covid 19 est maintenant terminée.

UNE OBLIGATION TOTALEMENT IRRATIONNELLE ET DÉLIRANTE

L'obligation du port du masque, en intérieur et extérieur, est donc totalement irrationnelle à ce stade de l'épidémie. On fait appel à notre générosité quand on nous dit que ne pas le porter met les autres en danger, mais, au contraire, cela les aide à s'immuniser !

L'épidémiologiste Laurent Toubania, chercheur à l'INSERM, dénonce fermement même sur *BFM TV*⁽²⁾, « *les mensonges au sujet de la Covid 19 et l'entretien par les media d'un climat de peur infondée. Il n'y a rien en ce moment qui justifie cette peur, puisqu'il n'y a pas d'épidémie* ». Il affirme également « *faire l'objet de pressions pour ne pas sortir du discours officiel* ». Le pouvoir totalitaire ne veut, bien sûr, pas que la vérité soit connue. Les crapules !

DÉLIRE ALARMISTE

On peut parler de « *délire alarmiste* », comme le fait le docteur Yonathan Freund⁽³⁾, médecin urgentiste à l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière et professeur à l'université de la Sorbonne. Entre des journalistes qui infantilisent le public et ceux qui veulent « *punir* » les Français mal disciplinés, où allons-nous ? Certains « *spécialistes* » nous prédisaient 80 000 morts à la levée du confinement, or il n'y a eu aucune reprise nulle part de la maladie. Il y a chaque jour, chaque semaine, de moins en moins de nouveaux cas hospitalisés ou de personnes en réanimation. Et ce partout (hors DOM-TOM). « *Le virus n'est pas mort. Mais est-ce nécessaire de dire qu'on a un signal de reprise quand on passe de 1 mort par semaine à 3 par semaine ?* Puis, s'interroge le docteur Freund, *faut-il vraiment changer la société pour une durée indéterminée sans savoir si c'est nécessaire, et surtout sans savoir ce qui fera revenir en arrière ? Nous sommes nombreux à être d'accord : dans les régions fortement touchées, l'immunité*

2. 22 août 2020.

3. Covidinfos, 22 juillet 2020.

collective est importante. Probablement suffisante. »

Il faut bien en arriver à se poser la grande question : veut-on totalement arrêter la circulation du virus, l'éradiquer de la surface de la terre ? Les médecins pensent que c'est illusoire. Il faudra apprendre à vivre avec la Covid 19, comme nous avons appris à vivre avec la tuberculose, épidémie autrement



plus cruelle, en nous aérant, en sortant, en jetant dans les poubelles toutes sortes de muselières. Il faudra renouer avec la sagesse de nos aïeux : confier à Dieu l'avenir de nos familles, implorer Sa miséricorde, organiser de grandes processions de louanges et de pénitence, prier pour ceux qui vont peut-être mourir et préparer son âme au Jugement dernier. N'est-ce pas ainsi que nos aïeux ont vécu et triomphé, jadis, de la peste ou du choléra ?

Il faut en être convaincu malgré les mensonges officiels : on ne meurt pour ainsi dire plus de la Covid-19. On peut mourir avec la Covid si l'on n'est pas en bonne santé, mais pas de la Covid. La peur et la lutte contre cette maladie ne sauraient justifier la mise à plat de notre économie, ni la menace incessante de reconfinement, ni les dettes abyssales que nous laisserons à nos descendants ; il serait temps de retrouver la raison et la liberté. Le virus est là. La majorité n'en subira pas de dommage significatif. Il est parfois virulent mais on sait maintenant soigner la majorité des cas graves. Alors, remettons-le à sa juste place ; n'en faisons pas un terroriste, un agent dont l'impact psychologique et sociétal dépasse de loin sa véritable dangerosité. Dans cette affaire, le seul terroriste est le pouvoir macronien qui nous inonde chaque jour de mauvaises nouvelles et prend plaisir à nous démorale.

Il n'y a aucune raison pour que tout ce cirque de la peur finisse un jour. Cette psychose absurde est le fruit d'une manipulation planétaire. Cela finira mal, mais nous devons oser nous révolter, en mettant, s'il le faut, la violence au service de la raison, comme disait Maurras.

Pour en finir avec ces citations de simple bon sens, donc nullement médiatiques, voici un extrait d'une tribune courageuse de Nicole Delépine, ancien chef de clinique des Hôpitaux spécialisée en pédiatrie puis en cancérologie : « *Le masque obligatoire en l'absence d'épidémie, alors que les hospitalisations et les décès sont de quelques unités dans un pays de 67 millions d'habitants, est une apparence de talisman pour vous protéger d'un danger mythique, mais, avant tout, une muselière pour nous faire taire* »⁽⁴⁾.

LA POLICE POLITIQUE

On apprend tous les jours qu'en France des personnes ont été victimes de violences policières pour n'avoir pas porté le masque, ou seulement l'avoir mal porté. Pire encore : chacun suspecte son voisin et la délation est devenue une activité habituelle pour des gens avides de se donner de l'importance. Certains voudraient exiger que l'on portât le masque quand on fait tout seul du sport ou quand l'on conduit tout seul sa voiture. On dirait que tout le monde ne pense qu'à cela ; chacun devient un petit flic servile de la société délirante que l'on veut nous imposer : Vous avez votre masque ? Vous êtes un bon citoyen. Vous n'avez pas votre masque ? Vous aurez une lourde contravention.

Pour nous, Parisiens, qui avons appris à la

4. Le Salon Beige, 21 août 2020.

hussarde, ce jeudi 27 août, par l'insignifiant Premier ministre, Jean Castex, qu'il faudra désormais vivre masqués dans *tout* l'espace de la capitale, la tentation est grande d'envoyer à l'Élysée et à Matignon un mouchoir plein de nos crachats en leur écrivant : *voici ce que vous nous faites respirer chaque jour. N'en soyez pas remerciés !*

LE KGB À PARIS

Si un agent de la police politique venait à m'arrêter dans la rue pour défaut de port du masque de carnaval et voulait me faire payer une contravention, je lui répondrais que ce morceau de tissu serait une atteinte à ma dignité, que je n'ai aucune raison de cacher mon vrai visage, que nul n'a le droit de me dire comment je dois m'habiller dans la rue. S'il insistait, j'ajouterais que je n'ai que ma canne comme moyen de défense et que son intervention est illégale, car je sortais de ma poche la *Déclaration de Maître Carlo Alberto Brusa* « *qui établit l'illégalité de la contravention de 4^e classe qui serait imputée en cas de défaut du port du masque dans les lieux imposés par le décret du 10 juillet 2020* » (M^e Carlo Alberto Brusa est avocat à la Cour et président de l'association Réaction 19 : reaction19fr@gmail.com⁽⁵⁾). Conclusion de la déclaration : « *Toutes verbalisations effectuées par un policier, un gendarme ou toute autre personne habilitée par la loi sont ainsi entachées d'une illégalité manifeste, ainsi que d'un abus de pouvoir* ». L'avocat n'a aucun mal à démontrer que les dispositions relatives au port du masque ne sont pas applicables dans le cadre du décret du 10 juillet 2020, preuve que la mise en œuvre de la répression macronienne n'a aucun fondement légal ni réglementaire. Emmanuel Macron gouverne à coups de décrets selon son bon plaisir en l'absence du parlement parti en vacances et ne prend même pas soin de signifier son travail.

Le président va-t-il prendre modèle sur l'Australie qui bascule dans la tyrannie sanitaire ? Je cite quelques directives des autorités politiques de Melbourne, deuxième plus grande ville d'Australie, qui pourraient bien nous tomber dessus un de ces jours : « *La police peut pénétrer dans les domiciles privés, sans l'autorisation du propriétaire et sans mandat, pour effectuer des "contrôles ponctuels"* ».

Un couvre-feu ne permet pas aux personnes de quitter leur domicile entre 20 heures et 5 heures, sauf pour « *des raisons professionnelles et essentielles de santé, de soins ou de sécurité* ».

Pendant le reste de la journée, les gens ne peuvent quitter leur domicile que pour acheter de la nourriture et des articles essentiels, recevoir ou donner des soins, faire de l'exercice quotidien ou travailler.

Les églises sont fermées sauf pour les funérailles, avec un maximum de dix personnes en deuil autorisées à y assister, avec permis requis.

Les écoles sont fermées, sauf pour les enfants vulnérables et les enfants des travailleurs autorisés.

Les masques faciaux sont obligatoires partout en dehors de chez soi, même dans les espaces ouverts lorsque l'on est seul.

Nul ne peut aller dans un domicile autre que le sien, sauf pour y donner des soins [...]

Les gens ne peuvent se réunir en public qu'avec une personne extérieure à leur domicile ».

Voilà où la folie sanitaire peut entraîner Emmanuel Macron, si nous le laissons sans réagir nous bâillonner... Ils sont fous. Ce monde est complètement fou !

Michel FROMENTOUX.

5. Réaction 19 : reaction19fr@gmail.com

Plus dure sera la chute !

SI LA TERRE était plate, nous pourrions, en traversant les mers de ténébres qui nous entourent, avoir l'âpre sentiment d'approcher de son bord vertigineux. Le professeur Luc Montagnier, si décrié ces derniers temps par le scientisme parisianiste, ne s'exclame-t-il pas : « *Nous sommes dans un monde de fous, un monde de fous !* »⁽¹⁾. Certains rétorqueront que l'honorable "Nobel" est désormais hors d'âge, déconnecté des réalités du monde et que parmi ses marottes (au nombre desquelles, très incongrue, il soutient le caractère non accidentel du SRAS-CoV-2 !), il conte fleurette au chant des sphères et à la mémoire de l'eau... Vous m'en direz tant ! Pourtant ceux qui le tiennent pour ringard sont peut-être de l'espèce des fous que justement il dénonce. Des fols dont il importerait de décrire la taxonomie (le classement en genres, ordres et sous ordres, leurs familles re/décomposées et autres embranchements) avec au bout l'intention d'établir les hiérarchies de la responsabilité, de la perversité et, *in fine*, de leur sombre culpabilité. Parce qu'inévitablement, face à l'effondrement social, sociétal et économique qui nous pend au bout du nez, le jour des comptes viendra... et à front renversé au regard de la grande liquidation intervenue au lendemain de la Seconde Guerre mondiale⁽²⁾.

Et puis, tandis que la presse audiovisuelle débite son quotidien journal de l'angoisse, la périphérie de l'Europe est au bord de s'écrouler sans que cela perturbe le débat relatif à la controverse sur le sexe des anges et le port du masque à l'école contre lequel de grandes voix s'élèvent dans l'indifférence méprisante de la machine à fabriquer le consensus de la trouille ! Le Liban né en 1923 sous l'impulsion de la France menace d'imploser suite à la destruction du port de Beyrouth, champ de ruine où M. Macron est venu en ludion ce lundi 31 août 2020 y jouer les conseillers, façon Bernard-Henry Lévi ? La Biélorussie est, elle, en proie à une révolution orange afin d'y établir la démocratie, c'est-à-dire la chienlit institutionnelle à la mode de chez nous. Enfin la tension croît en mer Égée et en Méditerranée orientale entre les forces navales turques face à la *Royale* et aux Italiens, au risque d'une confrontation, cela afin de contenir les appétits gaziers et géostratégiques du président Erdogan... Lequel réislamisme sans vergogne les hauts lieux de l'Orthodoxie chrétienne d'Istanbul⁽³⁾ : la basilique Sainte-Sophie et dernièrement ce joyau byzantin qu'est Saint-Sauveur-in-Chora. Autant de provocations auxquelles l'Union européenne n'aura évidemment jamais le courage de répondre et encore moins l'audace de réagir avec vigueur. Montrant bien qu'au couple Angela-Emmanuel s'est substitué pour le pire le piteux binôme Merkel-Erdogan !

DEUXIÈME VAGUE DE PEUR PANIQUE

Sauf pour les idiots plongés en un état de torpeur hypnotique semi-éveillée, *scotchés* devant leur téléloche, il devrait être aveuglant que la deuxième vague épidémique sera celle de la peur panique avec laquelle les media nous tympanisent à chaque instant, débitant leurs slogans anxiogènes avec la régularité de la goutte d'eau tombant sur le front du supplicié et résonnant dans sa boîte crânienne comme autant de coups de marteau : masques, gestes barrières, distanciation sociale, aspersions de

gel. Encore que cette dernière recommandation soit la moins sotte de toutes et certainement la plus utile. Car depuis toujours dans les bonnes maisons — citadines ou rurales, bourgeoises et ouvrières — tous se lavaient régulièrement les mains et plus si nécessaire... les Anglais se lavaient la bouche après les repas et Talleyrand poussait le raffinement jusqu'à se rincer les sinus⁽⁴⁾ !

La deuxième vague sera en réalité celle du marasme économique alors que migrations transmédiaennes s'intensifient sur fond d'un insupportable pathos médiatique. Il serait question de faire de Marseille un port d'accueil européen (sommet de Malte, le 25 septembre 2019) pour les migrants attirés par l'Eldorado que constitue nos *États providence*, providentielles vaches à lait pour les ventres trop féconds de l'Afrique nord et sub-saharienne. Et puis sur l'aimable terre de France, ne reste-t-il pas quelques cathédrales à brûler ? Aujourd'hui ce sont des Tunisiens qui affluent, fuyant évidemment un pays en plein chaos, en proie à la guerre civile... Propos tristement ironiques, bien sûr ! Au demeurant, la troisième vague pourrait-être, elle, finalement celle des affrontements inter-ethno-confessionnels. Car cela commence à prendre tournure !

ENSAUVAGEMENT

Par les temps qui courent, l'on parle en effet et de plus en plus, d'*ensauvagement* de la société ! Pas un jour ne se passe sans qu'un fait divers toujours plus sordide que les précédents ne soit discrètement mentionné — glissant — par des media marchant à l'évidence sur la pointe des pieds : attention sujet casse-figure ! Jamais — depuis la guerre d'Algérie — notre pays n'aura ainsi connu en période de paix intérieure et en un laps de temps aussi court, une telle recrudescence de crimes et de violences. À l'heure actuelle, les zones périurbaines se comptent par centaines où les policiers n'osent plus se déplacer ni opérer. Pour la petite histoire, le 28 août, les gendarmes de Berre-L'Étang (Bouches-du-Rhône) ont été attirés dans un guet-apens : après réception d'un appel de détresse, leur véhicule fut percuté par un parpaing expédié du dixième étage d'un immeuble. Pas de décès à déplorer et six suspects interpellés... qui feront l'objet, après quelques heures de garde à vue, d'un insipide rappel à la loi [F3 & sputniknews.com29août20]. Le crime est à présent requalifié en *infraction*, et ce qui vaudrait de longues années de privation de liberté aux États-Unis, ne coûte plus en France qu'une admonestation administrative.

En 2005, lorsque les banlieues s'étaient enflammées, il a fallu instaurer l'*état d'urgence*. Demain sera-ce la loi martiale ainsi que pourraient le faire penser les affrontements armés ouverts entre communautés comme aux Grésilles à Dijon⁽⁵⁾, ou ceux de Grenoble, de Marseille, ou plus anciens, de Perpignan entre Gitans et Maghrébins ? *Incidents* qui prolongent l'in-

4. Charles-Maurice de Talleyrand-Périgord, évêque d'Autun, dit le diable boiteux, né le 2 février 1754, mort le 17 mai 1838. Lire sa fascinante biographie (1946) rédigée par Charles Beaupol de Saint-Aulaire, lui aussi diplomate de haut vol.

terminable litanie de faits de même nature qui depuis quarante ans (et l'arrivée de la Gauche aux Affaires) pourrissent la vie des Français les plus mal lotis (ceux qui pratiquent la cohabitation active avec ces populations hors-sol).

Au demeurant leur multiplication — comme celle des sinistres scénarios de *mise à mort* d'Axelle Dorier, de Mélanie Lemée, de Philippe Monguillot et tant d'autres poignardés, frappés, défigurés — finit par ne plus ressortir de simples *faits divers* (comme il en a toujours existé, dit-on) ou mieux d'*incivilités* (comme se plaisait à les désigner ce 22 juillet le chef de l'État sur la chaîne TF1, lui qui ne les subira jamais dans sa chair), mais d'une forme de terrorisme au jour le jour, à bas bruit, qui annoncerait *mezzo voce* le passage de la guerre civile froide⁽⁶⁾ à la guerre civile tout court. Les agressions contre ces officiers de police que sont les maires en est un autre symptôme plutôt alarmant, surtout depuis que le 5 août 2019 le maire de Signes dans le Var trouvait la mort, fauché par une camionnette occupée par deux individus à qui il reprochait de jeter des

gravats en une *décharge sauvage* !

Autre signe navrant, la multiplication depuis un an (une quinzaine de départements sont concernés, mais particulièrement le Gard qui compte un cheptel d'environ 45 000 équidés) de mutilations de chevaux, d'ânes, de poneys et de veaux dans leurs prés : museaux tranchés, oreilles et verges coupées, animaux lacérés, éventrés, tués à coups de sabre d'abattis. Mimétisme dans l'horreur, tueurs nomades isolés, rites satanistes, toutes les suppositions sont plausibles, y compris celle selon laquelle ces psychopathes pourraient se faire la main avant le dépeçage en règle de juteux bipèdes ! Après tout, les surinades de rue sont aussi largement devenues *tendance* ces dernières années, non ?

UNE CLASSE POLITIQUE GANGRENÉE JUSQU'À LA MOELLE

Las, les Céfrans se trouveront singulièrement démunis le jour où surviendra la tempête s'étant laissés désarmer... comme ils se sont laissés passer, sans broncher, la muselière covidesque. Leur unique salut viendra alors, espérons-le, d'Outre-Atlantique où les Milices défendent leur droit distinctif d'*hommes libres* à détenir et porter des armes. Pour nous autres, gens de peu, qui dégringolons la pente des libertés et de la dignité, nous pourrions certes nous affubler du collier d'esclave, lequel distinguait, dans la Gaule mérovingienne, le noble de l'ignoble. Ce ne sera que justice et bien méritée.

Et lorsque ce moment arrivera, la classe politique hexagonale qui a unanimement condamné le 29 août un texte de *Valeurs actuelles*, « *magazine ultra-conservateur présentant Danièle Obono, députée noire de la gauche radicale, en esclave* »⁽⁷⁾, feindra de battre sa coulpe, mais un peu tard. Le président Macron s'est, lui, aussitôt précipité sur son bigophone pour appeler la députée de la France insoumise et lui faire part — *horresco referens* ! — de sa « *condamnation claire de toute forme de racisme* » [AFP]. Pour sa part, et pas

6. « *La guerre civile froide* » J.-M. Vernochet — Le Retour aux sources octobre 2017.

7. <https://www.20min.ch/fr/story/un-magazine-la-traite-desclave-elle-de-merde-raciste-dans-un-torchon-873928748083>

en reste, le Premier ministre Castex stigmatisait sur Twitter une « *publication révoltante* », assurant la pauvre Obono du plein soutien du gouvernement. Ah mais ! Relevons via cette anecdote que, selon la presse helvétique, la *gauche radicale* siège à l'Assemblée nationale quoiqu'en principe, selon sa vulgate, elle ne rêve que d'aube rouge et de Grand jour assortis de têtes au bout des piques. Voilà qui est hautement démocratique et humanitaire ! N'oublions pas qu'entre les Insoumis du Parlement (le sieur Mélenchon, ce grand bourgeois, qui a siégé au Sénat de 1986 à 2000 puis de 2004 à 2010 avec tous les privilèges, avantages et prébendes afférents) et les Black-blocs, les Antifas, les Zadistes n'existe que l'épaisseur d'une feuille de papier à cigarette. Néanmoins, le seul danger immédiat en Hexagone demeure, et pour longtemps, l'horrible ultra-droite négatrice des grands mythes fondateurs de la démocratie social-libérale.

Dans un récit de sept pages publié cette semaine, la députée de Paris « *expérimente la responsabilité des Africains dans les horreurs de l'esclavage* » au XVIII^e siècle. Un dessin présentant M^{me} Obono portant collier de fer au cou illustre ce roman de l'été. Dès vendredi, l'intéressé — qui ne manque pas d'esprit et de finesse — taxait sur Twitter ce texte de « *mer... raciste dans un torchon... L'extrême-droite, odieuse, bête et cruelle. Bref, égale à elle-même* ». Ce à quoi rétorquait le magazine incriminé : « *il s'agit d'une fiction mettant en scène les horreurs de l'esclavage organisé par des Africains [eux-mêmes] au XVIII^e siècle... terrible vérité que les indigénistes ne veulent pas voir* » ! Eh oui, le devoir de mémoire s'impose à tous, indépendamment de l'origine, de la race, des opinions et de confession... surtout s'il s'agit de la religion des Droits humains.

Le lendemain de cette parution, le 29 août, en réaction, des militants d'un groupuscule extrémiste raciste, la « *Ligue de défense noire africaine* » s'introduisaient dans les locaux de *Valeurs actuelles* en toute illégalité... mais sans provoquer la moindre indignation dans la classe politique unanime. Notons que Dame Obono s'était faite remarquer en novembre 2017 par sa prise de position en faveur des stages en *non-mixité raciale*, sessions organisées par le syndicat d'enseignants, Sud-Éducation 93. Dans ce cas-là il ne s'agit évidemment pas de racisme.

Bref, il existe bel et bien des catégories de gens intouchables, très au-dessus des lois, et qu'il ne faut pas froisser sous peine des pénalités morales et matérielles les plus lourdes, ce qui leur confère l'exorbitante faculté de réécrire l'histoire à leur guise et de mener contre les Hexagonaux de souche et la civilisation blanche en général une guerre à outrance, terrorisme intellectuel d'abord puis sans doute confinement en fin de partie, dans des bantoustans sur mesure.

Un peu de conspirationnisme aiguë : imaginons un instant ce que pourrait laisser présager la carte Covid transposée dans un pays divisé en *lânder* raciaux-confessionnels soumis à des règles inspirées de la discrimination compensatoire en vigueur dans les concours de recrutement de nos administrations bientôt totalement genrées et racisées. Les zones rouges et vertes ne nous habituent-elles pas à de futures draconiennes restrictions de déplacement, permanentes voire définitives ? Parce qu'une fois que le pli est pris, il est pris !

Un monde de fous disions-nous !

Léon CAMUS.

CHARD SUR LA TOILE

Allez donc vous délecter des caricatures de Chard auxquelles un de ses admirateurs, fervent lecteur de RIVAROL, a consacré un site, très fréquenté :

<<http://dessinsdechard.free.fr>>

Ordre noir et cléricalisme arc-en-ciel



par
Hannibal

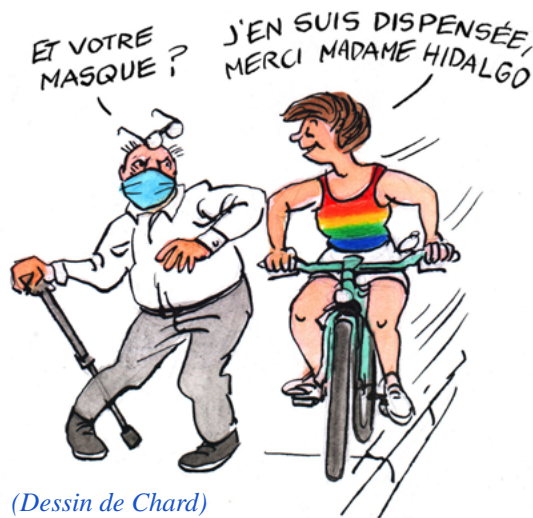
Les vacances, c'était quand les gens travaillaient. Aujourd'hui, personne ne travaille plus. On s'est confiné, déconfiné, on se prépare au confinement sélectif, ou pas : avec tout ça, on n'a

pas le temps de travailler. Sauf les marchands de nippes et quelques soignants. Les restaurants crèvent la faim et les boîtes de nuit sont éteintes. Les entreprises usent leur emploi à s'adapter à l'absurde. Monsieur Roux de B. s'arrache les cheveux pour le MEDEF. Quant à l'école, monsieur Blanquer ou pas, réforme ou contre-réforme, les écoliers ne savent toujours pas lire, les bacheliers non plus — ce qui s'appelle lire. Ce n'est d'ailleurs pas ça qu'on leur demande : il leur suffit de savoir que l'homme blanc dérègle son climat, qu'il opprime tous les genres intermédiaires et toutes les absences de race depuis Adam et Eve, enfin, qu'il doit se faire vacciner quand l'autorité mondiale le lui dira, et faire les gestes qu'elle lui dit. Avec ça, il passe le grand oral de l'ENA et il est tiré au sort pour l'Institut.

Donc, il n'y aura pas eu de vacances. En juillet, on craignait la seconde vague du Corona, en septembre, on la craint toujours. En juillet, chaque jour se publiait une étude sur la Covid qui démentait la précédente. En septembre, idem. En juillet, des jeunes cassaient et brûlaient, massacrant quelques passants, en septembre, même chose, les adolescents ont parfait sur les plages leur technique de vivre ensemble, qui consiste à ne pas respecter la distanciation sociale entre leurs pieds, leurs poings et le visage des bابتous. En juillet, des troupeaux de nouilles beuglaient à cause d'une bavure de flic américain pendant que des bandes de jeunes athlétiques maltraitaient des flics français, en septembre itou. En juillet, Erdogan faisait le Cacou, de Constantinople à la Méditerranée orientale, en septembre aussi. Cela rappelle ces séances familiales de Super 8 (Oyez, jeunes gens, c'était il y a cinquante ans!) où la pellicule immortalisait le pique-nique à la mer sortait des crans, le film se bloquait en cliquetant, et, si l'on ne faisait rien, se mettait à brûler. Nous sommes dans la même immobilité cliquetante et brûlante.

Cette actualité immobile à grands pas, c'est la révolution arc-en-ciel, toujours la même et toujours différente, toujours plus effrontée, avec sa tactique immémoriale : un scandale dérisoire suivi du saucissonnage des défenses de l'adversaire : on part d'une sottise ridicule pour aboutir à une contrainte inévitable, à une règle générale totalitaire. L'exemple des hôtes du tour de France l'illustre : voilà cinq ans, avant Metoo, des militantes féministes ont commencé à protester contre la fonction dégradante de la demoiselle qui offre les fleurs, choisie pour son seul physique, potiche qu'on embrasse soumise aux désirs du mâle vainqueur (pas besoin d'une propagande très sophistiquée, il suffit de répéter cinq cent millions de fois la même fadaïse par autant de canaux, et cela devient une évidence). Malgré la résistance des sportifs et du public, les organisateurs peu à peu se sont inclinés. D'abord en Australie, au tour Down Under, dès 2016. L'Australie, c'est loin et progressiste, sous le rapport du genre (en matière d'immigration, ils ne sont pas champions, mais en genre, oui. Chaque Etat cultive sa spécialité dans la course à l'harmonisation mondiale de l'arc-en-ciel). Après cela, le premier grand tour à baisser sa culotte fut la Vuelta. Et maintenant le Tour. Seul le Giro fait de la résistance. Forza Italia ! On peut lire pour plus de précision un papier de 2017 : <https://reinformation.tv/vuelta-femmes-embrasser-vainqueurs-pedale-revolution-mille-73138-2/>

C'est comme une nuit qui tombe à l'Equateur. On voit toujours le même paysage morne, juste plus sombre à chaque minute, et de plus en plus vite sombre, cela combine



(Dessin de Chard)

l'ennui de la répétition indéfinie à l'angoisse de la chute accélérée. C'est pour ça que le père Goethe a dit « *Mehr Licht* », c'est pénible comme tout, l'assassinat d'une civilisation, on se croirait dans le colon d'un racisé (à force, on devient poli). Vous rigoliez quand Le Gallou a noté, dans les années 1990, que le nouveau (à l'époque) logo de la région Ile-de-France évacuait la fleur de lys : depuis, les réclames de yaourt ont supprimé les croix des églises grecques, et le Real Madrid vire aujourd'hui la sienne de ses maillots. Ce qui frappe, c'est l'habileté (en français moderne, je devrais écrire agilité) de la révolution arc-en-ciel à manier les processus longs et l'incapacité du Français moyen à les discerner : à part les fascistes les plus racistes du FN de Papa, personne n'a protesté contre l'*affirmative action* (discrimination positive) menée par les Démocrates en faveur des Noirs américains, qui n'était rien d'autre qu'un racisme positif en action, un *apartheid* compensatoire. Il était pourtant clair et prévu que cette fausse bonne revendication était le début d'une politique antiblanche, qui s'est accrue depuis. Accepter l'*affirmative action*, c'était préparer le déboulonnage des statues, la réfection hallucinée de l'histoire, les cris de haine des raps, le décolonialisme sûr de lui et dominateur, les soties des amies sombres de Jean-Luc Mélenchon, les rodéos colorés contre les flics, les pitreries mortelles de la famille Traoré, les geignements de Théo, le baise-pied et les génuflexions devant BLM, bref, l'installation de l'ordre noir, l'ordre raciste leucophobe.

Cet ordre, pour mieux soumettre les populations, n'omet aucun domaine et accompagne ses violences d'oukases niais pour détourner l'attention et désarmer la colère. Nous avons tous souri de pitié quand ils ont censuré *Autant en emporte le vent*, et nous rions encore quand l'éditeur français change le titre du vieux livre d'Agatha Christie, *Dix petits nègres*, en *Ils étaient dix*. Nous avons tort, car on nous habitue au garrot avec ces enfantillages. Nous ne faisons jamais attention à rien. En France et en Belgique, nous avons échappé, pour l'instant, à l'interdiction de *Tintin au Congo*, mais la pression a été si forte sur Hergé qu'il a dû changer totalement (14 planches) *Au Pays de l'Or noir* (hum, hum !), au point de le rendre incompréhensible et inintéressant. Mais là, je crois que c'est une histoire à la fois très simple et très compliquée : il y a des *lives* (vies) qui *matter* (valent) encore plus que les Blacks, si j'ai bien compris.

Le cas Dieudonné le confirme. Il a été totalement interdit de Facebook et d'Instagram pour s'être « *moqué des victimes de la Shoah* ». Bigre ! C'est très mal. A-t-on vu un humoriste qui se moquait des gens ? Surtout de certaines gens ! On a connu des rappeurs qui appelaient au meurtre sans être inquiétés, mais c'était à propos de Blancs normaux. De Français innocents, comme aurait dit Raymond Barre. Là, Dieudonné est allé trop loin. Peut-être se croyait-il protégé par la couleur de sa peau ? Il a tort ! Je ne puis que le condamner fermement. On commence comme ça et on finit par nier la VVérité avec deux V.

J'entends un lecteur critique (Il n'y a qu'à RIVAROL que cette engeance persiste !) qui m'accuse d'exagérer : si, il s'est passé du nouveau en août. Des gendarmes ont demandé à

quelques dames de remettre leur soutien-gorge sur la plage, un vigile de supermarché a interdit à une autre trop légèrement vêtue à son goût de pénétrer dans un magasin. Je ne milite nullement pour l'exhibition du corps féminin, bien au contraire, mais ces faits divers me paraissent d'un intérêt relatif. Ces hommes sont-ils guidés par le souci de la pudeur et de la modestie du vêtement, ce qui est bien, ou est-ce seulement pour faire plaisir à certains mahométans, ce qui est moins bien ?

Et Trump, dans tout ça ? Les discours enflammés du couple Obama, les lamentations de la presse française contre « *le milliardaire américain* » qui « *désunit l'Amérique* » et la menace de « *chaos* » ? J'en pense deux choses : si les sondages répé-

tés qui le donnent archi perdant étaient autre chose que de la propagande, les démocrates et leurs relais ne se donneraient pas tout ce mal. Puis ce tintamarre n'a rien de neuf, il a commencé avant que Trump ne soit choisi par la convention républicaine en 2016. Dans le genre vieille gloire décatie, Sharon Stone a seulement remplacé De Niro.

Si vous vouliez vraiment du nouveau, il faudrait aller chercher du côté des mœurs. Le ministre de l'émancipation néerlandais vient d'annoncer sans débat préalable que la mention de sexe (« inutile ») serait supprimée sur les cartes d'identité néerlandaises « *en 2024 ou 2025* ». C'est-y pas mignon ? Les parlementaires français, eux, ont courageusement attendu le 1er août (pas de vacances pour ces stakhanovistes de la révolution arc-en-ciel, ces fanatiques de l'inversion morale !) pour voter la PMA pour tous. Ils ont aussi voté un article permettant de pratiquer une « *interruption médicale de grossesse* » jusqu'à la naissance en cas de « *détresse psychosociale* » de la mère. Cette « interruption » était déjà possible en cas de maladie incurable de l'enfant ou de risque mortel pour la mère. Aujourd'hui, l'infanticide est autorisé par la loi, si la mère, assistée de son conseil de médecins, décide que l'enfant la met en état de « *détresse psychosociale* », donnée floue ouvrant la porte à tous les abus. Ainsi la mère et les médecins ont-ils droit de vie et de mort sur l'enfant. C'est une nouveauté absolue, encore que le germe en figurât dans la loi Veil. On aura noté dans *le Figaro*, journal de la bourgeoisie dite conservatrice, un article d'Israël Nisand, professeur de médecine à Strasbourg, membre de la Commission nationale des Naissances, qui fait l'apologie de cette loi. Israël Nisand est également favorable à la GPA et au clonage humain. C'est l'un des pontes européens de la bioéthique : quand on parle de bioéthique, c'est contre la morale et contre la vie. Apparemment certaines vies ne *matter* (valent) pas beaucoup aux yeux de ceux dont la vie *matter* (vaut) énormément. Pour éviter d'en pleurer, écoutons Tarik Ramadan, islamographe suisse connu pour son goût de la soumission des femmes y compris par la force (une forme d'islam comme une autre) : il annonce l'ouverture d'un centre de formation intellectuel et spirituel, la CHIFA, où il sera notamment question d'humanisme et de féminisme. On y chantera cet hymne tous les matins : « *Ah, la trique à Tarik, elle est humaniste, elle est féministe !* »

Il faut quand même dire trois mots de Covidcity, du Covidixneuf, du covidentialisme et des coviditis. Une remarque pour commencer : certains s'étonnent que « bien des nationalistes » aient choisi pour « gourou » le docteur Raoult, anti-raciste, immigrationniste marié à une juive et partisan de la GPA. C'est un malentendu. Personne ne choisit personne pour sauveur. Mais certains médecins, et Raoult fut le plus médiatique, ont dit à temps des choses intéressantes sur le coronavirus et la manipulation à laquelle il a donné lieu. Raoult, avec d'autres médecins de terrain et d'infectiologues, a fourni des informations utiles au débat. Reconnaissons

l'utilité de ceux que Louis XIV nommait les hommes spéciaux et dont il appréciait les services : je ne vois pas de raison particulière de ne pas suivre ici la sagesse du roi Soleil.

Maintenant, l'OMS, le gouvernement français, les media nationaux et internationaux, et les « études » qu'ils convoquent à leur secours continuent à amuser le tapis. Un jour il faut arrêter de souffler les bougies d'anniversaire, un autre éviter les réunions familiales, un jour Macron exclut le reconfinement total, le lendemain il n'exclut rien, le surlendemain l'OMS déplore que même un vaccin ne règle pas le problème, Boursorama nous annonce que « *le réchauffement climatique pourrait provoquer d'autres pandémies* » et, pour nous affoler complètement, le *Figaro* nous assure que le Covid « *engendre une vague d'antisémitisme dans le monde* ». Il m'arrive de ne plus dormir. D'autant que je me demande si je dois me coucher masqué, puisqu'il est recommandé de porter le masque chez soi même en famille.

La question du masque est particulièrement intéressante. En France, le gouvernement s'est distingué en expliquant d'abord qu'il était inutile, voire dangereux, avant de le recommander puis de le rendre obligatoire en certaines circonstances, qui deviennent chaque jour plus nombreuses. On s'attendrait logiquement que, s'étant ridiculisé par une communication contradictoire, il eût à cœur de se rattraper par une « *pédagogie* » (c'est son mot) particulièrement claire et indiscutable, établie sur les études les mieux argumentées et les plus sûres. Eh bien, non. Il impose d'autorité. Jamais il n'a daigné répondre à la question simple : sur quelles études débattues contradictoirement, sur quelles données irréfutables vous fondez-vous pour dire que tel masque porté par le grand public est efficace ? Non seulement il ne répond pas, mais d'autres gouvernements, dans le Nord de l'Europe, n'imposent pas le masque, en expliquant qu'aucun élément ne prouve son efficacité. Même le CHU de Lille dit la même chose. Prenant une décision inverse, le gouvernement français devrait, en bonne logique, expliquer en quoi ils ont tort et lui raison. Il ne le fait pas. Pire, il continue à admettre des exceptions contradictoires. Durant le confinement, les marchés de plein air étaient fermés, les supermarchés ouverts : aujourd'hui les discothèques sont fermées mais les clubs échangistes ouverts, les réunions familiales déconseillées mais les déferlements de supporters sur les Champs-Élysées tolérées, les braves gens doivent porter le masque, mais cyclistes et joggers, qui soufflent, suent et crachent, et qui sont peut-être porteurs asymptomatiques, peuvent polluer sans masque. On continue d'être dans le n'importe quoi total. Ce n'est pas un hasard. L'exercice géant de soumission du peuple et d'ingénierie sociale continue. Il n'est pas sans importance que l'Etat se soit adjoint les maires, et que les deux assurent se fonder sur les recommandations du conseil scientifique et de l'OMS : cela fait partie de la mutation du régalién et de l'affaiblissement du politique national face aux collèges de sages internationaux.

De même qu'en l'affaire du climat, l'ONU, puis les gouvernements nationaux, se retranchent derrière les arrêts du GIEC, de même est-ce ici le cas de l'OMS et du conseil scientifique. Il s'agit d'une double imposture. D'abord, en matière de science, la notion de consensus n'a pas de sens : ce qui est recherché par le débat contradictoire, c'est la validité d'une explication des phénomènes : un seul peut avoir raison contre dix mille si ses arguments sont bons. A l'époque de Galilée, le consensus scientifique disait que le soleil tournait autour de la terre. Ensuite, en l'espèce, le GIEC, l'OMS, et le conseil scientifique sur le COVID, sont des organismes choisis par les politiques pour conférer l'autorité de la science à une politique mondialiste déterminée à l'avance par la révolution arc-en-ciel. On installe peu à peu, pour faire taire les peuples, un clergé de pontifes dits scientifiques afin d'imposer cette religion politique. Alors, disons-le sans hésiter : le cléricalisme arc-en-ciel, voilà l'ennemi !